



La fiction et les faits

Notes sur le G8

Benoit Lebrun, Jocelyne Mallet et Gérard Surdez

"Ils ont créé la désolation et appellent cela la paix" (TACITE)

A la veille de l'ouverture du 29^e Sommet du G8 qui va se tenir du 1^{er} au 3 Juin 2003 à Evian, il nous a semblé intéressant de rappeler les déclarations des différents Sommets annuels qui se sont succédés depuis 1975 sur les sujets qui semblent retenir en priorité l'attention des dirigeants des 7 Pays les plus riches du monde ¹ : USA, Canada, France, Grande Bretagne, Allemagne, Italie, Japon auxquels est venue se joindre plus récemment la Russie :

Coopération Economique et Monétaire

Développement et Allègement de la Dette

Droits de l'Homme et Organisation des Nations-Unies

Emploi et Sécurité Sociale

Environnement

Insécurité Internationale, Criminalité et Terrorisme

Sécurité alimentaire et sanitaire, Propriété Intellectuelle

Mondialisation

Les déclarations répétées du G8 sur la plupart de ces "graves questions", dont on trouvera de nombreux extraits dans les pages qui suivent, montrent que les dirigeants qui le composent au mieux sont incapables d' assumer la mise en œuvre de leurs décisions, au pire s'en détournent et pratiquent la politique contraire.

Il convient donc de faire la part entre ce qui relève dans ces déclarations du Mythe et de la Réalité.

On devrait se poser la question, après plus d'un quart de siècle des ces rencontres aussi coûteuses qu'infructueuses, de l'utilité de leur maintien.

¹ Le Président de la Commission Européenne assiste également à ces réunions.



1 - Coopération Economique et Monétaire

Les crises financières : " *Nous sommes d'avis qu'il est préférable de prévenir les crises.*" (Halifax 1995) !!!

En 1996, le G8 de Lyon se déclare satisfait des résultats des pays en transition (pays de l'ex bloc soviétique). Ceci à peine 2 ans avant la crise financière qui va frapper la Russie avec des conséquences économiques désastreuses pour l'ensemble des pays de l'Est européen.

A la fin de la dernière décennie, 10 ans après le début de la "transition", la Pologne était le seul Peco (Pays d'Europe Centrale et Orientale) à avoir dépassé son niveau de développement de 1989.

La Russie a perdu près de la moitié de ses revenus nationaux après avoir adopté le programme de "thérapie de choc" recommandé par le FMI en 1992. *"Le résultat le plus visible a été l'apparition d'un nouveau pays sous-développé, avec un revenu par habitant plus bas que celui du Mexique ; En dehors des guerres ou des désastres naturels, cela a été le pire effondrement économique de toute l'histoire"* Center for Economic and Policy Research, Washington.

En 1998, alors que la crise financière et économique s'abattait sur l'Asie, la Russie et le Brésil, le G8 estime que les "perspectives mondiales" demeurent bonnes. Conscients néanmoins d'une crise qu'ils ne peuvent entièrement passer sous silence et de son impact "sur les pauvres", ils recommandent pour y remédier de "continuer à s'ouvrir au commerce et à l'investissement" comme si ceux-ci n'avaient eu aucune part dans le mécanisme de ces crises.

En 2000, ils estiment avoir fait tous les efforts nécessaires pour "encourager la reprise économique" et éviter de nouveaux bouleversements. Pourtant en 2001, le taux d'utilisation des moyens de production aux USA, par exemple, est tombé au-dessous de 75 % et n'est pas tellement supérieur à la position qu'il occupait durant les récessions de 1974 -1975 et de 1981-1982. Et fin 2001 la dette des ménages américains atteignait 8.083 Milliards \$, soit 104 % de leurs revenus disponibles !

Rôle des Institutions Financières Internationales : Après avoir préconisé en 1996 une "meilleure surveillance des marchés financiers", l'année suivante, alors qu'une crise financière de grande ampleur se développait en Asie, en Russie puis au Brésil, le G8 déclarait apprécier le "contrôle exercé par le FMI sur le système monétaire international". Aussi n'est-il pas étonnant que, dès 1998, les mêmes reconnaissent que la crise a aussi mis en lumière des "faiblesses" au niveau de l'évaluation des risques et partant qu'il fallait "réformer les institutions financières internationales".

Responsabilités du secteur privé : En 1996, le G8 estime qu'il faut "encourager les efforts de transparence du secteur privé" et "améliorer l'information publique". Depuis lors le nombre de scandales financiers dans lesquels se trouvent mêlées de grandes entreprises privées (Enron, WorldCom...) ² ont ruiné des milliers de petits actionnaires avec le soutien de certains des plus grands cabinets d'audit chargés d'en assurer le contrôle et l'information auprès du public.

Investissements; l'Accord Multilatéral sur les Investissements : En 1996, le G8 déclare attacher une "grande importance" à la conclusion de l'AMI ³ "prévoyant un haut niveau de protection et de libéralisation des investissements ainsi qu'un mécanisme efficace de règlement des différends". Le niveau de protection des investisseurs, calqué sur celui inscrit dans l'Accord de Libre Echange Nord Américain (Alena) ⁴, était tel qu'ils avaient la possibilité d'attaquer toute législation nationale qui aurait contrecarré leurs intérêts ⁵. Quant au mécanisme de règlement des différends, si on peut penser qu'il

² L'Europe n'est pas mieux placée de ce point de vue (déconfiture de Vivendi Universal par exemple)

³ Accord Multilatéral sur les Investissements conçu secrètement à l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques)

⁴ Conclu en 1994 entre le Canada, les USA et le Mexique

⁵ Chapitre 11 de l'Alena



était effectivement "efficace"...pour l'investisseur, on peut constater, dans le cadre de l'Alena, que les préoccupations du public, notamment sur les sujets environnementaux, n'ont pas été pris en compte.



Annexe 1

1996-2002 Extraits

Les crises financières :

Nous saluons les bons résultats économiques obtenus par de nombreux **pays en transition** (VII.§52 Lyon 1996)

La plupart des pays de l'ex-Union soviétique ont commencé les réformes après ceux de l'Europe centrale, mais beaucoup d'entre eux devraient connaître une **croissance positive** cette année (VII.§53 Lyon 1996)

Nous nous félicitons de l'accord intervenu entre les autorités **russe et le FMI** pour l'**octroi d'une Facilité élargie** (VII §54 Lyon 1996)

La mise en oeuvre intégrale du **mécanisme élargi** de crédit du FMI est cruciale, car elle permettra à la **Russie** d'attirer davantage d'investissements privés. (§10 Denver 1997)

Cette décision témoigne des transformations économiques et **démocratiques remarquables** qu'a connues la Russie ces dernières années, tout particulièrement **sous la présidence de M. Poutine**. (Kananakis 2002)

Les **perspectives mondiales** demeurent dans l'ensemble bonnes. (§4 Birmingham 1998)

Nous avons exprimé notre confiance dans ...les perspectives de croissance mondiale (Kananakis 2002)

Depuis notre dernière rencontre, toutefois, elles ont été temporairement assombries par la **crise financière en Asie**. Nous sommes conscients de l'impact sérieux de la crise dans la région sur les pauvres. Nous insistons sur l'importance pour les pays touchés de **continuer à ouvrir** leurs marchés à l'**investissement** et au **commerce**. (§4 Birmingham 1998)

Les événements survenus en Asie ont cependant montré que **les marchés financiers mondiaux** peuvent révéler soudainement des **faiblesses**. (§12 Rapport des Ministres des Finances, Birmingham 1998)

Les **crises financières** qui ont éclaté ...en Asie, en Russie et en Amérique latine ont fait ressortir des **faiblesses** critiques dans le système financier international (§6 Cologne 1999)

Nous avons fait tous les efforts possibles pour **réduire les effets de la crise**, encourager la reprise.(§6 Okinawa 2000)

Rôle et responsabilités des IFI :

Les **capacités de surveillance du FMI** ont été **améliorées**. Toutefois, **les crises financières** et économiques des dernières années ont suscité d'énormes **défis** à l'économie mondiale.(§6 Okinawa 2000)

Nous apprécions le **contrôle qu'exerce le FMI** sur le système monétaire international (§16 Denver 1997 "Défis financiers et économiques mondiaux")

.Nous croyons qu'au total il s'agit là d'un **renforcement significatif** du système financier international qui contribuera à **réduire le risque de crises** financières et facilitera une gestion efficace des crises dans l'avenir. (§6 Cologne 1999)

Nous accueillons avec satisfaction les progrès réalisés dans le **renforcement de la surveillance**, de la **transparence** et des normes de **solvabilité**.. (I.§10 Lyon 1996)

Le Fonds et la Banque mondiale ont l'habitude de communiquer à **titre confidentiel** leurs préoccupations et recommandations de mesures à prendre. Cette façon de faire évite de provoquer une réaction indue des marchés. (§10 Rapport des Ministres des Finances, Birmingham 1998)

Une transparence accrue des IFI grâce à ...de nouvelles mesures en vue de procéder à des **évaluations** internes et externes de leurs fonctions. (§7 B Cologne 1999)



Nous nous félicitons des travaux menés par les organismes internationaux compétents en matière de **réglementation des opérations bancaires et de marchés** (I.§11 Lyon 1996)

Nécessité de renforcer les procédures actuelles de **gestion des situations financières d'urgence** sur le plan international, **afin de limiter** à l'avenir le **recours au soutien financier public**. (I.§12 Lyon 1996)

La crise a aussi mis en lumière des **faiblesses** au niveau de l'évaluation des risques **dans nos propres secteurs financiers** (§14 Rapport des Ministres des Finances, Birmingham 1998)

Réformer les institutions financières internationales (IFI)... Pour ce faire, il faut non pas que de nouvelles institutions soient créées mais que les institutions actuelles adaptent leur rôle (§7 Cologne 1999).

Responsabilités du secteur privé :

Encourager les efforts de **transparence du secteur privé** : (Déclaration des Ministres des Finances Lyon 1996)

Nous demandons...un accord sur un cadre général **d'association du secteur privé au règlement des crises** (§7.E Cologne 1999)

Améliorer l'information publique sur les activités afférentes aux produits dérivés (Déclaration des Ministres des Finances Lyon 1996)

Commerce et Investissement :

Le développement de "niches" fiscales destinées à attirer des activités financières ou géographiquement mobiles peut produire une **concurrence fiscale néfaste** entre les Etats. (§35 Denver 1997)

L'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements) :

Nous attachons une grande importance à la conclusion...**d'un accord multilatéral sur l'investissement** prévoyant un haut niveau de protection et de libéralisation des investissements. (II.§19 Lyon 1996)

De même, nous espérons voir aboutir en 1998 les **négociations de l'OCDE sur l'accord multilatéral relatif aux investissements**. (§30 Denver 1997 "Défis financiers et économiques mondiaux.

1991-1995 Extraits

Certaines de nos économies ont connu une **croissance** satisfaisante **mais** la plupart ont subi un **ralentissement** et certaines sont entrées en **récession**. (§2 Londres 1991)

Nos objectifs communs sont **une reprise soutenue** et la stabilité des prix (§5 Londres 1991)

Il est essentiel de continuer à réduire les **déficits budgétaires** (§6 Londres 1991)

Nous nous efforcerons ...d'intégrer dans le **prix de l'énergie** provenant de toutes les sources tous les coûts, y compris les **coûts en matière d'environnement**. (§18 Londres 1991)

Un Fonds de Développement du Golfe [après la crise du Koweït]... stimulera **l'investissement du secteur privé** ...et facilitera la réalisation de projets conjoints, par exemple dans le domaine de la gestion des ressources en eau, où notre compétence et **notre expertise techniques seraient mises à profit**. (§35 Londres 1991)

Les **signes d'une reprise** économique globale sont de plus en plus perceptibles. Mais **le résultat** n'est pas acquis. (§4 Munich 1992)

Réduire les **déficits publics** excessifs avant tout par le **réduction des dépenses publiques**. (§10 Munich 1992)



Nous invitons les entreprises des pays industrialisés à **profiter des possibilités d'investissement** dans les PECO. (§29 Munich 1992)

Nos sociétés doivent relever un certain nombre de **défis** : assurer la **reprise économique** (§1 Tokyo 1993)

Nous favoriserons la **concurrence**, en éliminant les réglementations inutiles (§4 Naples 1994)

Nous sommes d'avis qu'**il est préférable de prévenir les crises**. (§16 Halifax 1995)

La libéralisation des marchés de capitaux... s'accompagne de grands **avantages**, mais aussi de nouveaux **risques**. (Halifax 1995)

Les mesures administratives, par exemple l'imposition ou le contrôle sélectifs des opérations en capital, sont un moyen peu efficace et très coûteux d'atténuer l'instabilité des marchés. (Halifax 1995)

La Communauté Internationale doit également améliorer sa capacité de faire face aux **risques** inhérents à la croissance spectaculaire des courants de **capitaux privés**. (Halifax 1995)

Etant donné son mandat mondial et la **compétence** de son personnel le **FMI** devrait continuer de jouer un rôle central en matière de surveillance. (Halifax 1995)

Il faudra continuer d'accroître la capacité du **secteur privé** à offrir les services qui... étaient autrefois offerts par **l'Etat**; ce sera un défi de taille. (Halifax 1995)

Pour augmenter l'apport de **capitaux privés**, tout en assurant le **partage** adéquat des **risques** entre les prêteurs du secteur privé et ceux du secteur public...(Halifax 1995)

Il conviendrait également d'envisager d'accroître la part de **l'aide bilatérale publique** consacrée aux pays les plus pauvres. (Halifax 1995)

1986-1990 Extraits

Dans chacun de nos pays, il demeure essentiel de maintenir un strict **contrôle des dépenses publiques**. (Tokyo 1986)

Des **déséquilibres extérieurs** encore importants ; la persistance d'un chômage élevé; d'importants déficits publics et des taux d'intérêts réels élevés. (Venise 1987)

1981-1985 Extraits

La **récession** a fait subir une rude épreuve à nos sociétés, mais elles ont montré qu'elles avaient du ressort. (Williamsburg, 1983)

Nous renouvelons notre engagement de **réduire les déficits budgétaires** structurels, notamment en freinant la croissance des dépenses. (Williamsburg, 1983)

Réduire les déficits budgétaires ...et, si besoin est, la part des **dépenses publiques** dans le PNB (Bonn, 1985)

1975-1980 Extraits

Les démocraties industrielles sont décidées à venir à bout du haut degré de **chômage, de l'inflation continue et des graves problèmes de l'énergie**. (Rambouillet, 1975)

Nous ne permettrons pas que **la reprise** échoue. Nous n'accepterons pas une nouvelle flambée de l'inflation. (Rambouillet, 1975)

Nous pensons pouvoir atteindre nos objectifs d'expansion ordonnée et soutenue, de **réduction du chômage** et de progrès accru vers l'élimination du problème de l'inflation. (Porto Rico, 1976)

Nous devons créer davantage d'emplois et combattre l'inflation, intensifier les échanges commerciaux internationaux, réduire les déséquilibres de balance des paiements et atteindre une plus grande stabilité sur les marchés des changes. (Bonn, 1978)



Nous chercherons de même à parvenir à une meilleure information sur les niveaux de **bénéfices des compagnies pétrolières** et sur l'usage que font ces compagnies de leurs disponibilités financières. (Tokyo, 1979)

Nous chercherons ...à éviter de nouvelles **subventions** susceptibles de provoquer une pression à la hausse résultant d'un prix trop bas du pétrole au plan intérieur. (Tokyo, 1979)

Les mesures requises pourront comporter ... une diminution de la **croissance des dépenses** courantes dans certains **secteurs publics** (Tokyo, 1979)

La stabilité sur les **marchés des changes** est essentielle à un sain développement du commerce mondial et de l'économie dans son ensemble. (Tokyo, 1979)

La **réduction de l'inflation** est la première des priorités ...Une politique énergique de rigueur budgétaire et monétaire est nécessaire pour briser les anticipations inflationnistes. (§4 Venise, 1980)

Il faudra opérer des **transferts de dépenses** du secteur public vers le secteur privé (§5 Venise, 1980)

Nous appuyons le travail actuel de nos autorités monétaires et de la Banque des Règlements Internationaux en vue d'améliorer ...**la sécurité du système bancaire** international. (Venise, 1980)

Nous collaborerons...avec le **F.M.I.**, pour obtenir une **surveillance** plus efficace. (§29 Venise, 1980)

Nos autorités monétaires agiront pour **contrecarrer le désordre des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change**. (Rambouillet, 1975)

Nous avons accepté de renforcer la coopération afin d'améliorer notre capacité de **contrecarrer les désordres des marchés**. (Porto-Rico, 1976)

Les **déséquilibres de paiements** à l'échelle mondiale **persisteront** sans doute à l'avenir. C'est pourquoi nous soulignons l'importance d'un climat de liberté pour les flux **d'investissements** internationaux. (Porto-Rico, 1976)



2 - Développement et allègement de la dette

En 1996, si l'accord se fait sur les objectifs d'un **Agenda pour le développement**,⁶ celui sur les moyens de sa mise en œuvre se fait attendre.

Pourtant la situation des Pays En Développement (PED) est jugée satisfaisante par le G8 de 1996, les pays émergents continuant "à enregistrer une **croissance** forte". Or, depuis 1980, 100 pays ont souffert du déclin ou de la stagnation économique, soit une baisse de revenu pour 1,6 Milliard d'habitants. En Amérique latine et aux Caraïbes, où le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 75 % par habitant de 1960 à 1980, il n'a augmenté que de 7 % par habitant de 1980 à 2000. 43 % de la population latino-américaine vit au-dessous du seuil de pauvreté. Et s'il est vrai que de 1960 à 1980, le PIB de l'Afrique subsaharienne a augmenté d'environ 34 % par habitant, depuis vingt ans toutefois, ce même revenu a baissé d'environ 15 % .

La croissance du PIB par habitant de tous les pays à bas et moyens revenus a diminué pour atteindre moins de la moitié de la moyenne établie lors des vingt années précédentes selon le PNUD⁷.

Et qu'en est-il d'une possible collaboration "encouragée" entre OIT⁸, FMI⁹ et BMD¹⁰ pour la promotion des **normes fondamentales du travail** quand la mondialisation du commerce et des investissements préconisée par ailleurs par le G8 a permis le développement des zones économiques spéciales¹¹, qui sont des espaces où les droits du travail fondamentaux, tels que définis par l'OIT, ne sont pas appliqués. On peut notamment relever le cas du Mexique qui, depuis la mise en place de l'Alena, a fait face à une augmentation de la pauvreté, à une chute des salaires¹² et à des problèmes environnementaux croissants.

Citons également le rapport de Janvier 2002 de la CISL¹³ remis à l'OMC qui signale la violation du droit du travail au Pakistan, signataire des conventions OIT : Travail forcé des enfants et des familles endettées. Ce qui facilite certes les exportations "encouragées" par le G8. Voilà une façon bien particulière de "partager les fruits de la croissance" (Sommet 2000)

Quant à la promotion de "bonnes normes en matière d'**environnement**" (Rapport des Ministres des Finances de 1998), deux rapports¹⁴ indiquent que des composants électroniques usagés expédiés des USA vers l'Inde et la Chine¹⁵ menacent sérieusement la santé et l'environnement de ces régions. Dans ces conditions, la promesse (Okinawa 2000) de travailler à des programmes et avec des institutions "pouvant offrir aux gens une chance équitable d'améliorer leur vie" présente pour le moins un certain cynisme.

Au regard de telles pratiques, on remarquera d'autant mieux la vacuité de déclarations comme celles faites en 2000 : " Nous avons appris que la pauvreté peut le mieux être vaincue dans les sociétés flexibles, pacifiques et démocratiques, qui offrent liberté et perspectives à tous leurs membres" ou

⁶ Déclaration sur le droit au développement (A.G. de l'ONU 1986) : sur le droit de tous les peuples " d'assurer librement leur développement, économique, social et culturel ", d'exercer " leur droit inaliénable à la pleine souveraineté sur toutes leurs richesses et leurs ressources naturelles ", le droit et le devoir de chaque Etat de " formuler des politiques de développement national appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population". Cette Déclaration qui s'oppose à la logique de l'OMC et du FMI et met les gouvernements qui l'ont adopté en porte à faux avec ces organisations, est actuellement l'objet de critiques virulentes de ses opposants.

⁷ Programme des Nations-Unies pour le Développement

⁸ Organisation Internationale du Travail

⁹ Fonds monétaire International

¹⁰ Banques Multilatérales de Développement

¹¹ A l'exemple des maquiladoras mexicaines où sont délocalisés les ateliers des multinationales du Nord et en particulier des USA

¹² L'heure de travail d'un ouvrier mexicain qui coûtait 22 % de celle de son collègue américain en 1980 n'en vaut plus que 10 % actuellement.

¹³ Confédération Internationale des Syndicats Libres

¹⁴ du *Basel Action Network* et de la *Silicon Valley Toxics Coalition* du 25/02/2002

¹⁵ Entre 50 et 80 % des déchets électroniques qui devraient être recyclés dans les Etats de l'Ouest des USA.



bien (toujours "pour réduire la pauvreté") " à maintenir une économie mondiale forte, dynamique, ouverte et en croissance" (Gênes 2001).

En préparation au Sommet Mondial sur le Développement Durable de Juillet 2002 à Johannesburg le G8 prévoit d'entreprendre "un **processus** préparatoire **inclusif avec la société civile**", (Gênes 2001) alors qu'à l'extérieur de son enceinte, le même Sommet **excluait** la société civile en lançant ses troupes contre elle.

Alors que les exportations agricoles subventionnées des grands pays producteurs du Nord ne font que se renforcer¹⁶, le G8 de 2001 trouve que la réponse aux besoins du développement passe par "l'utilisation responsable de la **biotechnologie**", qui est pourtant entre les mains des agro industriels du Nord par le biais des brevets qu'ils détiennent en exclusivité sur cette technologie¹⁷.

Un autre but proclamé des G8 depuis 2000 est, qu'en "collaboration avec les organisations internationales et les donateurs du secteur privé", les PED atteignent "**l'universalité de l'éducation primaire** d'ici 2015". Pendant ce temps, la Banque mondiale introduit lors de ses programmes d'"assistance" aux PED des « droits d'usagers », concernant des secteurs sensibles tels que l'éducation, la santé ou l'accès à l'eau ou à l'électricité et qui ont pour but de les rendre rentables par l'introduction de droits payants. En phase avec ce principe, le G8 de 2001 déclare encourager le secteur privé à examiner les nouvelles perspectives d'investissement dans le matériel d'apprentissage. Est-ce ainsi que les populations vont sortir de leur pauvreté ?

Si, en 1996, l'**Aide Publique au Développement** (A.P.D) doit financer ces "secteurs essentiels que sont la santé et l'éducation", le G8 a dû se rendre compte en 2000 que ses objectifs étaient encore loin d'être atteints puisqu'il propose de "renforcer l'efficacité de l'A.P.D".

A chaque Sommet, le G8 appelle à la conclusion d'un "**partenariat étendu**" entre secteurs public et privé et avec la société civile des PED "pour créer un climat propice au commerce et à l'investissement, notamment grâce au Document de stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) et au Cadre intégré". (2000), qui leur laisse "la responsabilité de promouvoir leur propre développement" (1996).

Dès 1998, il est proposé que le "**financement bilatéral**" entre Etats soit préparé en consultation avec le FMI afin qu'il "ne nuise pas au principe de conditionnalité" que celui-ci impose. Les DSRP visent à privilégier les **aides multilatérales**¹⁸ des Institutions Financières Internationales par rapport aux aides bilatérales.

Malgré les nombreuses déclarations annuelles sur la nécessité de "**régler définitivement les situations d'endettement non soutenable**" (1996) le FMI,¹⁹ reconnaît qu'entre 1980 et 1999, les pays du Tiers Monde ont remboursé 3.350 milliards de dollars, soit six fois plus ce qu'ils devaient en 1980. La dette extérieure totale représentait en 2000 l'équivalent de 37,4 % de leurs PIB cumulés contre 18,2% en 1980 et 114,3 % de leurs recettes d'exportation contre 84,4% il y a vingt ans.

Le **financement par les pays du G8** du "manque à gagner de l'Initiative renforcée en faveur des PPTTE²⁰" promis en 2002 reste à prouver : Le financement des deux premiers pays qui ont bénéficié d'un allègement de dette de la part de la France dans ce cadre a ainsi été réalisé grâce à des ressources prélevées sur des budgets déjà inscrits au titre de la Coopération.

Mais le G8 en 2001 est enfin obligé de reconnaître que : "**au delà de l'allègement de la dette**" les discussions se sont "concentrées" sur une "plus grande participation des PED au commerce mondial" et sur "l'accroissement des investissements privés" qui, on l'a constaté, n'ont pas donné, jusqu'ici, les effets maintes et maintes fois annoncés.

¹⁶ La Chambre des Représentants US a voté (2/05/2002) une augmentation de 62 % des subventions laitières et céréalières.

¹⁷ Voir "§7 – Sécurité alimentaire, sanitaire et propriété intellectuelle"

¹⁸ Dénommées "Aides Multilatérales pour le Développement" (Lyon 1996, qui leur consacre un chapitre)

¹⁹ Cité par le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde)

²⁰ Pays Pauvres Très Endettés



Il est aussi fait allusion dans les communiqués du G8 au travail de la SFI²¹.

Depuis 1990, la BM a offert des financements spéciaux à l'Afrique avec une montée des écoles privées pour les couches sociales aisées. (imposition de droits d'accès aux soins et à l'enseignement)

Le président de la Société Financière Internationale (filiale de la Banque Mondiale) explique ainsi ses priorités. La SFI, dont sa mission est de "promouvoir le secteur privé" développe des entreprises dans les PED; ses nouvelles priorités sont la santé et l'éducation. Etrange coïncidence avec les objectifs de l'AGCS²². *"Nous finançons des écoles privées en Afrique du Sud, en Chine et au Vietnam. Dans ce pays, il s'agit de former avec des Australiens, des économistes et des spécialistes du droit des affaires, des matières qui n'étaient pas enseignées dans un régime communiste..."* *"Tous les pays industriels ont créé des écoles privées pour former des élites. Dans ces PVD, il existe une classe riche qui envoie ses enfants étudier à l'étranger (...) nous pensons pouvoir inciter les étudiants à ...rester dans leur pays"*. En clair, la SFI "répare" les dégâts des plans d'ajustement du FMI (dont l'éducation publique est la première victime) en créant (avec les fonds publics des IFI) des écoles privées pour les élites.

²¹ " Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à intégrer plus efficacement dans ses stratégies d'aide aux pays les activités de la Société financière internationale." (Halifax 1995)

²² Accord Général sur le Commerce des Services (OMC)



Annexe 2

1996-2002 Extraits

Situation :

Des politiques macro-économiques saines... ont contribué à l'amélioration des résultats économiques dans de nombreux **pays en développement** ou en transition. (I .§7 Lyon 1996)

Toutefois **l'écart se creuse** entre ces pays et d'autres, principalement les pays à faible revenu, qui ne sont pas actuellement en mesure de profiter des avantages de la mondialisation (IV.§32 Lyon 1996)

Faciliter l'insertion des plus démunis dans la vie économique, sociale et politique de leur pays.(§54 Denver 1997).

Nous sommes particulièrement préoccupés par les **défis difficiles** auxquels font face les **PMA**, surtout en Afrique.(§17 Okinawa 2000)

Les politiques saines sont celles qui s'attaquent aux problèmes économiques structurels afin qu'il soit suffisamment tenu compte des **couches les plus démunies** de la société et des autres groupes les plus vulnérables, que le développement soit durable et que le niveau de vie et les normes de travail soient améliorés pour tous.... À cet égard, nous encourageons **le FMI et les BMD** à collaborer avec **l'OIT** à la promotion des normes fondamentales du travail et avec les institutions internationales compétentes pour favoriser de bonnes normes en matière d'environnement. (§5 Rapport Ministres des Finances Birmingham 1998)

Nous travaillerons avec les pays en développement pour mettre en place des politiques, des programmes et des institutions pouvant offrir aux gens une chance équitable **d'améliorer leur vie** (§15 Okinawa 2000).

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Nous avons bon espoir qu'en tout la moitié ou plus de notre nouvelle aide au développement pourrait aller aux nations de l'Afrique qui sont gouvernées avec justice, qui investissent dans leur capital humain et promeuvent la liberté économique. (Kananaskis 2002)

Aide au développement : Buts

Renouveler la réflexion sur les politiques de développement, et notamment sur l'aide au développement (IV.§33 Lyon 1996)

Réduction de la pauvreté et des inégalités sociales, respect des normes du travail internationalement reconnues, protection des enfants, renforcement de la société civile, protection de l'environnement, amélioration de la santé et de l'éducation (IV.§34 Lyon 1996)

D'autres aspects essentiels du développement doivent également être étudiés, notamment un certain nombre de facteurs qualitatifs et non quantifiables. (IV.§35 Lyon 1996)

L'Initiative d'allègement de la dette devrait être fondée sur un cadre élargi de réduction de la pauvreté, développé par les IFI. Cela est crucial si plus de ressources doivent être investies en santé, notamment au titre de la prévention du SIDA, en éducation et dans d'autres services sociaux, qui constituent tous des facteurs essentiels de développement. (§10 Cologne 1999)

Nous prenons l'engagement d'atteindre les objectifs de développement international, y compris l'objectif primordial de **réduction ...de la population mondiale vivant dans la pauvreté** (§12 Okinawa 2000)

Nous avons appris que la pauvreté peut le mieux être vaincue dans les sociétés flexibles, pacifiques et démocratiques (§13 Okinawa 2000).

Combattre la pauvreté et promouvoir le développement durable.(§2 Gênes 2001)



Pour réduire la pauvreté, la stratégie la plus efficace consiste à maintenir une économie mondiale forte, dynamique, ouverte et en croissance. Nous nous engageons à le faire. (§4 Gênes 2001)

Nous aiderons donc les **pays en développement**... à assurer ...l'adoption de dispositions législatives facilitant l'activité du **secteur privé**,. (§6 Gênes 2001)

Les trois dimensions du développement durable - renforcement de la croissance économique, promotion du développement humain et social et protection de l'environnement - sont des objectifs interdépendants. Nous entreprendrons... un **processus préparatoire inclusif avec la société civile**. (§28 Gênes 2001)

L'un des objectifs centraux de notre stratégie de réduction de la pauvreté demeure l'accès à des **...produits alimentaires**. Pour augmenter les rendements agricoles, nous sommes déterminés... à **faciliter l'utilisation responsable de la biotechnologie** pour répondre aux besoins du développement. (§20 Gênes 2001)

Nous croyons que les stratégies nationales de réduction de la pauvreté ...devraient tenir compte des **besoins de nutrition** des groupes vulnérables comme les nouveau-nés et leur mère. (§21 Gênes 2001)

Assurer l'éducation :

Assurer partout au moins **l'éducation primaire** des enfants. (§6 Birmingham 1998)

Chaque enfant mérite une **bonne éducation**. À défaut d'un progrès accéléré dans ce domaine, il sera impossible de réduire la pauvreté.... Nous appuyons le **Programme d'action de Dakar**²³ Nous tenons à réaffirmer l'engagement de veiller à ce qu'aucun gouvernement ayant sérieusement entrepris d'assurer l'éducation à tous ses citoyens ne voit ses efforts compromis par un manque de ressources. (§32 Okinawa 2000)

[Les stratégies des PED] devraient tirer le plus grand parti possible des avantages potentiels des TI²⁴ dans ce domaine, par la voie du **téléenseignement** (§33 Okinawa 2000)

Nous encourageons particulièrement le secteur privé à examiner **les nouvelles perspectives d'investissement** ...les technologies de l'information et le matériel d'apprentissage (§18 Gênes 2001)

Nous avons adopté une série de recommandations pour aider les pays en développement à faire en sorte que **l'éducation primaire universelle** pour tous les enfants ...**devienne une réalité** (Kananakis 2002)

Moyens :

L'A.P.D (Aide Publique au Développement)

Nous reconnaissons que l'Afrique sub-saharienne reste confrontée à des problèmes particulièrement graves. (IV.§36 Lyon 1996)

Cela implique que l'aide publique au développement **finance** de manière adaptée les secteurs essentiels que sont la **santé et l'éducation**, les infrastructures de base, les programmes d'eau potable, la préservation de l'environnement, les micro-entreprises, la recherche agronomique et l'agriculture à petite échelle.(IV. §37 Lyon 1996)

Des **flux substantiels** d'aide publique au développement continueront d'être essentiels pour renforcer la capacité des pays d'Afrique subsaharienne à réaliser leurs objectifs de développement. (§59 Denver 1997)

²³ Le Forum mondial sur l'éducation, qui s'est tenu à Dakar en avril 2000, fut le premier et le plus important événement en matière d'éducation à l'aube du nouveau siècle. En adoptant le Cadre d'action de Dakar, les 1 100 participants au Forum ont réaffirmé leur engagement de parvenir à l'Éducation pour tous d'ici à l'an 2015 et ont confié à l'UNESCO le rôle de coordination générale entre les différents partenaires au plan international.

²⁴ Technologies de l'Information



Cette aide visera notamment à soutenir... la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et le développement des ressources humaines, y compris la santé et l'éducation pour tous (§59 Denver 1997)

Promotion d'une répartition équitable des avantages de la croissance... notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. À cette fin, nous avons convenu de :

Faire progresser l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ);

Élargir l'accès à nos marchés;

Renforcer l'efficacité de notre aide publique au développement (APD);

Donner énergiquement suite aux conclusions du récent Forum mondial de Dakar sur l'éducation, en veillant à ce que plus de ressources soient affectées à l'éducation de base;

(§18 Okinawa 2000).

Nous invitons les **IFI** ...à axer leurs stratégies de réduction de la pauvreté sur l'**éducation** (§33 Okinawa 2000)

Nous chargerons un groupe de travail composé de hauts fonctionnaires du G8 de nous conseiller sur les meilleurs moyens d'atteindre les objectifs de Dakar en collaboration avec les pays en développement (§19 Gênes 2001)

Nous continuerons d'accroître par divers moyens **l'ouverture de nos marchés aux exportations africaines.**(§57 Denver 1997)

Nous comptons que les institutions financières internationales (**IFI**) apporteront un soutien important aux réformes [qui] devrait permettre de promouvoir de fructueux **investissements étrangers directs.** (§56 Denver 1997)

Le **commerce et l'investissement sont essentiels** pour favoriser une croissance économique durable et réduire la pauvreté. Nous nous inquiétons du fait que certaines régions demeurent marginalisées par rapport à l'investissement direct étranger (§16 Okinawa 2000)

La **liberté du commerce et des investissements** favorise la croissance et la réduction de la pauvreté (§10 Gênes 2001)

Pour aider les pays en développement à créer un **climat propice à l'investissement privé**, nous exhortons les BMD ...à appuyer les efforts nationaux de réforme. Nous engageons la Banque mondiale à accorder une aide supplémentaire aux programmes qui favorisent le développement du **secteur privé.**(§13 Gênes 2001)

L'aide publique au développement (**APD**) est essentielle. (§14 Gênes 2001)

Responsabilités des Etats récepteurs :

Les pays en développement ont la **responsabilité de promouvoir leur propre développement.** Il leur appartient de conduire des politiques économiques et sociales. (IV.36 Lyon 1996)

Un **Nouveau Partenariat pour le développement** (Lyon 1996) : conclu entre les dirigeants des pays les plus industrialisés et l'Organisation des Nations Unies, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce.

Nous devons former un **nouveau partenariat** avec le reste du monde, et particulièrement avec les pays en développement, les organisations internationales et la société civile, y compris le secteur (§3 Okinawa 2000)

Nous favoriserons les solutions innovatrices fondées sur un **partenariat étendu** avec la société civile et le secteur privé (§2 Gênes 2001)

Nous reconfirmons notre **partenariat entier** avec les pays en développement et les institutions multilatérales. Nous reconnaissons et louons le rôle de plus en plus important du **secteur privé** dans les efforts déployés pour relever ces défis. (§ 20 Denver 1997 "Défis financiers et économiques mondiaux ")



Nous exhortons les organisations multilatérales de développement et les institutions financières à appuyer les efforts déployés par les pays en développement pour **créer un climat propice au commerce et à l'investissement**, notamment grâce au Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (**DSRP**) et au Cadre intégré. (§16 Okinawa 2000)

Nous nous félicitons du dépôt du rapport des banques multilatérales de développement (BMD) et du Fonds monétaire international (FMI) sur la réduction de la pauvreté Il nous rappelle cependant [que] **il reste encore 1,2 milliard de personnes qui doivent vivre sur moins d'un dollar par jour** (§12 Okinawa 2000)

Il sera important de veiller à ce que le **financement bilatéral** soit préparé en consultation avec FMI, ... et **ne nuise pas à son principe de conditionnalité** (§19 Rapport des Ministres des Finances Birmingham 1998)

Nous reconnaissons que ces changements entraîneront des **coûts importants**, notamment en raison de la dette contractée auprès des IFI. (§13 Cologne 1999)

Nous financerons notre part du **manque à gagner de l'Initiative renforcée en faveur des PPTE**, (Kananakis 2002)

La CNUCED :

Réorganisée autour de quelques priorités (commerce ; investissements et problèmes du développement). La IXème CNUCED a souligné la **complémentarité** entre la CNUCED et l'OMC. (§ CNUCED Lyon 1996)

Nous avons réussi ... à réorienter ses travaux sur un petit nombre de **priorités**. Celles-ci portent sur la promotion du développement par les **échanges commerciaux et les investissements**. (V.§44 Lyon 1996)

AIDE MULTILATERALE POUR LE DEVELOPPEMENT :

Pérenniser la Facilité d'ajustement structurelle renforcée (**FASR**) qui constitue la **clé de voûte de l'aide** du Fonds monétaire international aux pays les plus pauvres. (VI.§49 Lyon 1996)

Pour des pays pauvres et lourdement endettés, nous reconnaissons la nécessité d'une action supplémentaire, visant en particulier à **réduire la charge de la dette** due aux institutions multilatérales. nous souhaitons vivement qu'une solution concrète soit arrêtée ...sur la base des orientations suivantes : (VI.§50 Lyon 1996)

- la solution doit permettre de **régler définitivement les situations d'endettement** non soutenable
- la pérennisation de la FASR permettra la **réduction de la charge de la dette** de ces pays envers le FMI

Il est essentiel de continuer à fournir les ressources nécessaires à la Facilité d'ajustement structurel renforcée (**FASR**). (§19 Denver 1997 "Défis financiers et économiques mondiaux ")

Accorder d'une manière rapide et déterminée un **allègement de leur dette** à un plus grand nombre de pays ...à l'intention des pays pauvres lourdement endettés (**PPLE**). (§7 Birmingham 1998)

Ces mesures permettraient de réduire l'encours de la dette global de plus de la moitié, **allégeant sensiblement le fardeau du service de la dette** et libérant ainsi des ressources pour financer des **dépenses sociales** prioritaires. (§12 Cologne 1999)

Les IFI devraient **aider les PPTE à établir des DSRP**. Nous oeuvrerons de concert avec les PPTE et les IFI pour que 20 pays atteignent leur point de décision ...d'ici la fin de l'année . (§23 Okinawa 2000)

Les résultats proclamés de l'Initiative PPLE :

Nous encouragerons des pratiques plus responsables de prêt et d'emprunt pour éviter que les **PPTE** ne soient à nouveau écrasés par une **dette insurmontable**. (§23 Okinawa 2000)



Nous réaffirmons notre engagement à **libérer le plus tôt possible les ressources que nous avons promises.** (§24 Okinawa 2000)

L'allègement de la dette - et, en particulier, **l'Initiative renforcée** en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) - est une précieuse contribution à la **lutte contre la pauvreté.** (§7 Gênes 2001)

Au-delà de l'allègement de la dette, **nous avons concentré notre discussion** sur trois éléments : (§9 Gênes 2001)

- Plus grande **participation des pays en développement au régime commercial mondial**
- **Accroissement des investissements privés**
- Initiatives de **promotion de la santé, de l'éducation et de la sécurité alimentaire**

1991-1995 Extraits

Nous sommes préoccupés par le fait que la fondation d'une nouvelle **Afrique du Sud** non raciale risque d'être compromise par la montée des **problèmes sociaux** (Londres 1991)

Nous devons poursuivre nos efforts dans le **domaine de l'aide**, pour accroître le volume et la qualité de notre soutien aux problèmes de développement prioritaires : lutte contre la pauvreté, amélioration de la santé, de l'éducation ...et meilleure prise en compte des préoccupations d'environnement. (§38 Londres 1991)

L'**Afrique** mérite de notre part une attention particulière. Notre soutien constant au développement du **secteur privé...** y contribue. (§39 Londres 1991)

En **Amérique Latine**, nous nous félicitons des discussions en cours sur le fonds d'investissement multilatéral dans le cadre de **l'Initiative pour les Amériques**, qui contribue...à créer un climat favorable pour les investissements directs, la libéralisation du commerce et le rapatriement des capitaux. (§41 Londres 1991)

Nous reconnaissons que ces pays [PPTÉ] ont besoin de mesures additionnelles **d'allègement de la dette.** (§44 Londres 1991)

Nous prenons acte du rôle essentiel du **FMI** (§46 Londres 1991)

Nous tiendrons compte des **effets de nos politiques** sur les pays en développement. Nous continuerons à déployer tous nos efforts pour accroître **l'aide publique au développement** (§18 Munich 1992)

Nous confirmons la pertinence de la stratégie internationale de la **dette** Nous notons que le Club de Paris a accepté d'étudier une **réduction** globale du stock de la dette, sous certaines conditions, après une période de trois ou quatre ans, pour les pays les plus pauvres prêts à faire des **efforts d'ajustement** (§23 Munich 1992)

De grands efforts, et même des **sacrifices**, sont encore nécessaires de la part de leurs populations [des pays de l'Europe de l'Est]. **Notre soutien** constant leur est acquis. (§24 Munich 1992)

Nous ferons tous nos efforts pour accroître **l'aide au développement.** (§13 Tokyo 1993)

Nous sommes favorables à un mécanisme venant en remplacement de la **Facilité d'ajustement structurel** renforcée du FMI ou au renouvellement de celle-ci.... Nous réaffirmons la validité de la stratégie internationale de la dette et invitons le club de Paris à continuer à étudier la question **des allègements de dette** pour les pays les plus pauvres, lourdement endettés (§13 Tokyo 1993)

Nous sommes toutefois préoccupés par la **stagnation économique et la persistance de la pauvreté** dans certains pays. (§1 Naples 1994)

Nous accueillons avec satisfaction le renouvellement de la **Facilité d'ajustement structurel renforcé.**(§2 Naples 1994)

Nous rendons hommage aux pays de la zone franc pour les mesures **d'ajustement** prises après la récente dévaluation. (§3 Naples 1994)



Les événements survenus au **Mexique** en début d'année et leurs répercussions nous ont permis de voir la situation plus clairement. (§15 Halifax 1995)

L'amélioration du sort des **pauvres** du monde est l'une des toutes premières priorités. Encourager les institutions multilatérales à diriger ...leurs ressources vers les **programmes sociaux** de base (§28 Halifax 1995)

Une fraction encore importante de la population du globe vit dans des conditions **d'extrême pauvreté**. Certes, les pays donateurs sont assujettis à des **restrictions budgétaires**. (Halifax 1995)

Il est primordial que les BMD ...affectent ...leurs crédits à la fourniture de **biens "publics"**, pour lesquels l'appui du **secteur privé est insuffisant** ou tout simplement inexistante (Halifax 1995)

Le public est très sceptique en ce qui concerne la qualité globale des projets **des BMD**, et il s'interroge sur la question de savoir si celles-ci contribuent vraiment au **développement**. (Halifax 1995)

Il conviendrait ...d'envisager d'accroître la part de **l'aide bilatérale publique** consacrée aux pays les plus pauvres. (Halifax 1995)

1986-1990 Extraits

Les **pays en développement** ...pourraient être amenés à jouer un plus grand rôle dans l'économie mondiale en adoptant des politiques **d'ajustement structurelles efficaces** (§8 Tokyo 1986)

Nous réaffirmons notre volonté... au besoin d'accroître les **flux financiers publics** tant bilatéraux que multilatéraux vers les **pays en développement**. (§9 Tokyo 1986)

Le **rôle des institutions financières** internationales [...] continuera à être **central**. (Tokyo 1986)

Nous continuons à reconnaître qu'il convient d'accorder un haut degré de priorité à la **satisfaction des besoins de l'Afrique**. Nous nous engageons donc à nouveau à **lutter contre la faim**, la maladie et la pauvreté (Tokyo 1986)

Les problèmes de nombre de **pays en développement lourdement endettés** sont un motif de préoccupation économique et politique. (Venise 1987)

Nous soulignons l'importance persistante de **l'aide publique au développement**. (§22 Venise 1987)

Nous soutenons ...les activités des institutions financières internationales, qui encouragent les réformes de politique économique des emprunteurs et financent leur **programme d'ajustement structurel**. (Venise 1987)

Nous reconnaissons que les problèmes de certains pays ...sont **exceptionnellement difficiles**. Ces pays ont pour caractéristiques [...] des charges d'endettement ingérables. (§27 Venise 1987)

Les **progrès** réalisés dans le traitement du fardeau de la dette de ces pays [les plus démunis] ont été encourageants. (Toronto 1988)

Nous soulignons que les créanciers publics ne devraient pas se substituer aux prêteurs privés. (Paris 1989)

Les pays industrialisés devraient continuer à faire des efforts pour **accroître leur aide au développement**. (Houston 1990)

L'adoption, par les pays débiteurs, de vigoureux programmes de réformes économiques ...constitue une condition préalable pour les réductions de la dette et du service de la dette. (§57 Houston 1990)

1981-1985 Extraits

Nous encourageons ...l'indépendance et le non-alignement authentique des **pays en développement**. (Ottawa, 1981)

Nous nous engageons ...à augmenter le niveau de notre **aide publique au développement**. (Ottawa, 1981)



Nous nous sommes mis d'accord sur une stratégie fondée sur des politiques efficaces **d'ajustement** ...des nations débitrices (Williamsburg, 1983)

Nous tenons compte des soucis exprimés par les **pays en voie de développement** (Londres 1984)

Les pays débiteurs se sont montrés de plus en plus **disposés** à accepter la **nécessité d'ajuster** leur politique économique, en dépit des efforts douloureux et courageux que cela exige (Londres 1984)

Là où c'est possible accroître ...**l'aide publique au développement**... et **stimuler la production** alimentaire et énergétique locale (Londres 1984)

Nous réaffirmons notre détermination de **combattre la faim et la pauvreté** à travers le monde.(Londres 1984)

Les problèmes de **l'endettement des pays en développement**, bien que **loin d'être résolus**, font l'objet d'un traitement souple et efficace. (Bonn, 1985)

Nous sommes profondément préoccupés par la situation critique des populations africaines qui souffrent de la famine et de la **sécheresse**. (§9 Bonn, 1985)

1975-1980 Extraits

Une meilleure compréhension entre **les pays en développement** et le monde industrialisé sont fondamentaux pour la prospérité de chacun. (Rambouillet, 1975)

Une croissance soutenue de nos économies est nécessaire à la croissance des **pays en développement** et celle-ci apporte une **contribution** appréciable à la bonne santé de **nos propres économies**. (Rambouillet, 1975)

Nous attachons la plus grande importance au **dialogue** entre pays développés et en voie de développement (Porto Rico, 1976)

On ne peut dissocier le **bien-être des pays industrialisés** de celui des pays en voie de développement. (Londres, 1977)

Le succès de nos efforts de relance économique profitera à ces pays et de même leurs progrès économiques **nous seront profitables**. (Bonn, 1978)

Dans les années à venir, **les pays en voie de développement**, notamment les plus démunis d'entre eux, peuvent compter sur un **accroissement de notre aide** (Bonn, 1978)

Des **relations Nord-Sud constructives** sont essentielles à la santé économique du monde. (Tokyo, 1979)

Nous sommes profondément préoccupés par le sort des millions de personnes qui vivent encore dans **un dénuement absolu**. (Tokyo, 1979)

Nous sommes profondément conscients de **l'extrême pauvreté et de la malnutrition chronique** qui touchent des centaines de millions d'êtres humains. (§22 Venise, 1980)

Nous encourageons le F.M.I. à rechercher des voies dans lesquelles il pourrait en respectant ses orientations sur la "**conditionnalité**", rendre le recours à ses ressources plus attrayant. (§28 Venise, 1980)



3 - Droits de l'Homme et ONU

"Les droits de l'homme ne sont pas à la disposition des Etats ou de leur gouvernement". (G8 Munich 1992)

Il est surprenant de lire (1996) que l'ONU doit "identifier **ses avantages comparatifs**". Ce qui pourrait en limiter le rôle universel. Le G8 utilise ici les termes qui sont généralement utilisés dans des forums économiques ou financiers. En matière de droits économiques, sociaux et culturels, y a-t-il une institution internationale présentant des "avantages comparatifs" supérieurs à ceux de l'ONU ?

Cette déclaration ne semble pas si anodine lorsqu'on constate que le G8 réclame un processus de réformes en raison de "l'impact de la mondialisation de l'économie"²⁵ et de "contraintes budgétaires" ("Suivi du Sommet de Halifax", Lyon 1996).

Il est notamment prévu (1997) que des sessions de l'ECOSOC²⁶ se tiendront en coordination avec les institutions de Bretton Woods²⁷ et l'OMC. Il est d'ailleurs précisé que "le taux de croissance réel des budgets des institutions est nul ou négatif". (Lyon 1996, "budgets" nous en donne l'inventaire)²⁸

Rappelons la **Déclaration alternative de Copenhague** du 9 mars 1995 élaborée à partir des contributions provenant de l'assemblée des ONG sur le développement. Il y est notamment dit : *"Nous estimons que le cadre économique retenu dans les documents préparatoires [au Sommet social mondial] est en contradiction fondamentale avec les objectifs du développement social équitable et durable. Ces documents témoignent d'une confiance exagérée en des « forces » non contrôlables d'un marché ouvert et libre » comme base de l'organisation des économies nationales et internationales, ce qui aggrave les crises sociales mondiales actuelles au lieu de les soulager".*

Nous savons en particulier que les USA n'ont pas ratifié :

- La convention américaine des droits de l'homme
- La Convention sur la biodiversité (Rio) ratifiée en 1999 par 180 Etats sur 188
- le traité de Kyoto (réduction des émissions de gaz à effet de serre)
- la Cour Pénale Internationale (destinée à juger les crimes de guerre et de génocide)
- la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines anti-personnel
- la Convention sur les droits de l'enfant qui prévoit la mise hors la loi de tout recrutement de jeunes de moins de 18 ans dans une armée.
- les Conventions internationales sur l'interdiction des armes bactériologiques et chimiques Le 25/07/2001, l'Administration Bush rejetait la totalité du protocole qu'elle considérait comme inefficace et dangereux pour la sécurité nationale des USA : Elle souhaitait dissimuler certains programmes de guerre biologique (*Nex-York Times* 4/09/2001).²⁹
- La Convention de Montego Bay sur les droits de la mer, refusant l'exploitation, au profit de l'humanité, des ressources de la mer, notamment les nodules poly métalliques.

L'OMC³⁰ ne s'est pas privée d'émettre des doutes sur l'application du Protocole de Carthagène, qui établit des règles sur le transport transfrontalier des OGM³¹ et sur le principe de précaution, c'est-à-dire sur des problèmes de santé publique universels.

Comment réaliser un consensus sur "l'ajustement structurel" auquel personne n'a réellement renoncé parmi les dirigeants politiques, économiques et financiers actuels du G8 ? En créant des "partenariats"

²⁵ L'ONU a établi que la mondialisation a accentué les inégalités ainsi que celles liées au genre

²⁶ Conseil Economique et Social de l'ONU

²⁷ Le FMI et la Banque Mondiale

²⁸ Hors opérations de maintien de la paix, son budget correspond à la moitié du budget annuel de la police new-yorkaise.

²⁹ En Avril 2002, les USA ont obtenu la destitution du Directeur Général de l'OIAC (Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques), organisme de l'ONU

³⁰ Organisation Mondiale du Commerce

³¹ Organismes Génétiquement Modifiés (voir § 7 "Sécurité alimentaire...")



entre les institutions internationales, les multinationales, les gouvernements, l'ONU (signature du **Global Compact**)³² et les ONG. Le fait d'être associé en partenariat avec des ONG accorde de la crédibilité aux initiatives du monde des entreprises. : *"Si les entreprises le faisaient seules, on les soupçonnerait de vouloir faire des affaires à un moindre coût salarial ou dans des secteurs aux normes non réglementées"*. (Mark Moody-Stuart, président de BASD, ex-PDG de Shell). L'International Chamber of Commerce (ICC)³³ en est le partenaire principal.

Dans une déclaration au sommet du G8 (2000), la ICC a vivement rejeté tout geste visant à imposer un mécanisme de surveillance et de contrainte aux entreprises signataires du Global Compact Elle en a appelé aux membres du G8 *"pour qu'ils restent fermes et rejettent les demandes de groupes extérieurs bizarres et souvent non représentatifs, qui cherchent à imposer des règles aux multinationales et réclament le droit de vérifier la conformité des compagnies à ces règles."*

Le G8 2000 se félicite des discussions qui se sont tenues en Février de cette année-là à Bangkok dans le cadre de la Xe Conférence de la CNUCED³⁴, organe de l'ONU, créé pour promouvoir le commerce et l'investissement comme moyens de croissance économique dans les PED; Contrairement à l'OMC, la CNUCED n'édicte ni ne contrôle de règles commerciales. Pourtant les pays développés se sont surtout fait remarquer par l'absence de leurs représentations diplomatiques et commerciales à cette réunion. Pour les USA, "l'OMC est une organisation faite de règles et de procédures alors que la CNUCED ne l'est pas"³⁵. Le Commissaire européen au Commerce, de son côté, a déclaré qu'il était inutile d'y envoyer une délégation commerciale car la X^e Conférence n'était pas un "événement commercial". Il est donc difficile de penser que le G8 ait le souci de travailler sérieusement à "réduire davantage la pauvreté" dans les PED. (Okinawa 2000).

En 2001, le G8 a abordé le problème de la fracture numérique qui divise de plus en plus le monde entre pays riches et pays pauvres. Le résultat d'un travail de 7 mois de la Dot force³⁶, chargée de lui préparer une série de propositions destinée à lutter contre cette fameuse fracture, fera l'objet d'un communiqué d'une vingtaine de lignes, renvoyant à plus tard tout engagement concret des Etats. On peut s'interroger sur les motivations du G8, alors que l'UIT - Union Internationale des Télécommunications, agence des Nations Unies, a vocation à suivre ces enjeux. Comme d'habitude, les négociations s'initient en cercle restreint et occidental, dans lequel les pays du sud disposent au mieux d'un strapontin.

³² Pour contrer la résistance contre l'ultra libéralisme et les multinationales qui l'incarnent, environ 50 d'entre elles ont signé la Pacte des Nations Unies (*Global Compact*) sur les droits économiques et l'environnement.

³³ CCI en français

³⁴ Conférence des Nations-Unies pour le Commerce Et le Développement

³⁵ Pourtant en 1996, le G8 a déclaré que "la IX^eme CNUCED a souligné la complémentarité entre la CNUCED et l'OMC". (§ CNUCED Lyon 1996)

³⁶ digital observatory task force



Annexe 3

1996-2002 Extraits

Nous réaffirmons notre **attachement à la Charte des Nations Unies**. Nous continuons à considérer les Nations Unies comme la pierre angulaire d'un système international..("Déclaration du Pdt" I. §1 Lyon 1996)

Nous veillerons à garantir que les **femmes** bénéficient pleinement et à égalité de la reconnaissance des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales. ("Déclaration du Président" I. §2 Lyon 1996)

Nous oeuvrerons pour assurer ...l'adoption rapide d'une convention de l'Organisation internationale du travail visant à éliminer les formes intolérables du **travail des enfants** (§70 Denver 1997)

Nous sommes profondément préoccupés par toutes les formes de **trafic d'êtres humains** dont l'immigration clandestine. (§21 Birmingham 1998)

Nous approuvons en particulier l'action du CICR, du HCR, du PAM, de l'UNICEF (I. §2 Lyon 1996)

Nous ne sommes néanmoins que trop conscients du fait que, même maintenant, la **pauvreté** et **l'injustice** qui règnent dans beaucoup de régions du monde sapent la dignité. (§2 Okinawa 2000)

L'ONU :

L'ONU doit identifier son rôle et ses **avantages comparatifs**. (§V.42 Lyon 1996)

Réformes des Nations Unies dans le domaine économique et social (Lyon 1996; "Suivi de Halifax")

Le processus de réforme n'en est qu'à ses débuts, mais des résultats concrets sont déjà visibles, notamment là où **l'impact de la mondialisation** de l'économie internationale et **les contraintes budgétaires** ont été le plus fortement ressentis.(§2Lyon 1996 "Suivi de Halifax")

Progrès accomplis :

De courtes sessions [de l'**ECOSOC**] auront lieu périodiquement **en étroite coordination avec** les réunions du Comité intérimaire des **institutions de Bretton Woods**. (Lyon 1996 "Ensemble du système")

Le Conseil économique et social (**ECOSOC**) devrait... renforcer son rôle... en **améliorant ses relations de travail** avec les IFI et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).(§51 Denver 1997)

Trois groupes de travail inter-agences ont été créés. Ces groupes s'occuperont des thèmes suivants :

- 1) création d'un environnement propice au développement durable (pilote par la Banque mondiale).
- 2) croissance de l'emploi (pilote par l'OIT)
- 3) fourniture de services sociaux de base (pilote par le FNUAP³⁷). (Lyon 1996 "Ensemble du système")

Les institutions des Nations Unies ont adopté des **budgets** dont **le taux de croissance réel est nul**, voire dans certains cas, **négatif**. [réduire le montant des frais généraux] (Lyon 1996 "Budgets")

FIDA³⁸ : 1996 est la troisième année consécutive de réduction budgétaire, en termes nominaux et réels.

³⁷ Fonds des Nations-Unis pour la Population



OMS³⁹: l'augmentation de son budget (+ 2,5 %) est modeste, bien en deçà des demandes de son Secrétariat (+ 14 %).

OIT : en prévision des réductions annoncées pour l'exercice 1996-1997, des économies supplémentaires ont été réalisées.

PAM⁴⁰ : les efforts de rationalisation se poursuivent (fermeture de 20 bureaux nationaux devenus inutiles)

PNUD : le budget ... est en baisse de 11 % en termes réels par rapport à 1994-1995 (Lyon 1996)

Accord de décembre 1995 **entre le PNUD et la Banque mondiale** mettant en oeuvre des activités conjointes de développement. (Lyon 1996 "Fonds et Programmes)

Le PNUD...la Banque mondiale, le FMI, pourraient élaborer de manière concertée...les rapports sur la stratégie à mettre en oeuvre par pays, avant soumission à leurs instances respectives (§V.45 Lyon 1996)

L'ONUDI⁴¹ est sur le point de conclure un accord destiné à promouvoir la **coopération avec l'OMC**. Des coupes budgétaires et des réductions de personnel sont en cours. (Lyon 1996 "Agences spécialisées")

La CNUCED :

Ramené à une seule session annuelle du Conseil du Commerce et du Développement.

Eléments de cette réforme : rationalisation des travaux d'analyse et des rapports dans le domaine économique des Nations Unies, en concertation avec les autres organisations concernées telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE. (V.§43 Lyon 1996)

Nous nous félicitons des discussions constructives qui se sont déroulées à Bangkok dans le cadre de la **X^e Conférence des Nations Unies** sur le commerce et le développement (CNUCED). (§14 Okinawa 2000)

1991-1995 Extraits

Les **mouvements migratoires** ...peuvent constituer, dans certaines conditions, une **contribution utile** au **développement** économique et social. (§63 Londres 1991)

Nous nous engageons à soutenir la fonction nouvellement créée de **Haut Commissaire** des Nations Unies pour **les Droits de l'Homme** (§9 Pdt. Naples 1994)

L'ONU et les institutions de Bretton Woods devraient faire fond sur leurs **points forts** respectifs.(§26 Halifax 1995)

Il est clairement dans l'intérêt de la Communauté Internationale d'éliminer les doubles emplois entre les **IFI** et le système des **Nations Unies** (Halifax 1995)

Nous réaffirmons notre soutien au **Haut commissaire** des Nations Unies pour les **Droits de l'Homme** (§8 Pdt Halifax 1995)

1986-1990 Extraits

Nous demandons que des progrès significatifs et durables en ce qui concerne les **droits de l'Homme** soient réalisés [par les **Soviétiques**]. (§7 Venise 1987)

Au sujet de **l'Amérique Latine**,... promouvoir des initiatives... visant à soutenir les gouvernements démocratiques et à **encourager le retour à la démocratie**. (Venise 1987)

³⁸ Fonds International pour le Développement Agricole

³⁹ Organisation Mondiale de la Santé

⁴⁰ Programme Alimentaire Mondial

⁴¹ Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel



Nous estimons que cette intolérance peut provoquer des conflits, susceptibles de menacer les Droits fondamentaux de l'Homme, ainsi que le développement politique et économique. (Houston 1990)

1981-1985 Extraits

Une **paix** durable ne peut se construire que dans le respect de la **liberté et de la dignité** des nations et des individus. (Ottawa, 1981)



4 – Emploi et Sécurité Sociale

On remarquera que les exposés concernant ces domaines sont beaucoup moins prolixes que ceux intéressant les domaines économique, monétaire et financier. Pourtant en Janvier 2003, l'OIT a rappelé qu'il y a quelque **180 millions de chômeurs dans le monde**. "C'est le nombre le plus élevé de personnes sans emploi jamais enregistré. En deux ans à peine, le nombre des chômeurs dans le monde a **augmenté de 20 millions** de personnes. Les femmes et les jeunes ont été particulièrement touchés par ce phénomène, car les emplois qu'ils occupent sont les plus vulnérables aux chocs économiques, note l'étude". "*Tendances mondiales de l'emploi*".

Voilà qui dément toutes les déclarations du G8 prétendant "assurer à l'avenir la prospérité et la sécurité de nos peuples" (Naples 1994)

Création d'emploi et lutte contre l'exclusion sociale :

Tout en reconnaissant qu'il faut "réduire dans nos pays le risque d'exclusion" sociale et de "mieux protéger" les pauvres " du fardeau de l'ajustement structurel" (1996), on gardera à l'esprit que les différentes crises financières qui ont ébranlé les économies d'Asie, de Russie et du Brésil en 1997/1998, ont entraîné des millions d'individus dans la pauvreté.

Le G8 de 1997 (peut-être parce qu'il se tient aux USA cette année-là) déclare vouloir "la levée des obstacles à l'emploi flexible et à temps partiel".

En France, le nombre d'emplois à temps partiel est passé à 17 % en 2001 contre 7 % en 80, souvent payés un demi Smic, moins que le seuil de pauvreté. La part des bas salaires est passé de 11,4 % en 1983 à 16,6 en 2000. 40 % des salariés du privé étaient payés entre 1 et 1,3 du Smic en 2000. Ce pourcentage est en augmentation constante.

En Grande-Bretagne, la pauvreté touchait 26 % de Britanniques en Janvier 2001. Le nombre de personnes prisonnières du cycle bas salaires/chômage a doublé en 20 ans.

Aux Pays-Bas, 16 % des enfants appartiennent à des familles pauvres contre 12 % en France et 32 % au Royaume Uni où 26 % d'enfants ne vivent que de l'aide sociale.

En Russie, le salaire d'un russe, pour un même travail et à qualification égale, qui représentait 25 % d'un occidental avant les "réformes" préconisées par le FMI, n'était plus que de 1,5 % après la dévaluation de 1998.

" *Aujourd'hui, la Russie est rongée par d'énormes inégalités et la plupart des Russes ont perdu confiance dans l'économie de marché.*" (Joseph Stiglitz⁴²). Il s'agit bien là de "chômage et d'insécurité économique" que les possibilités offertes par la croissance devaient régler (Denver 1997).

Réformes de la sécurité sociale et des retraites :

Tout en proclamant vouloir faire profiter l'ensemble des citoyens d'une croissance accrue "par la création d'emploi et l'édification d'une société inclusive", et garantir à long terme la viabilité des systèmes de sécurité sociale, l'importance de "moderniser les structures sociales" pour y parvenir est soulignée (1998).

En Europe, le taux de couverture publique moyen est passé de 80,6 à 74,5 entre 1980 et 1995. C'est dans le domaine de l'assurance maladie que la hausse directe de la part des dépenses laissés à la charge de l'assuré a été principalement utilisée afin de "responsabiliser" l'utilisateur- consommateur. Ces mesures se sont pourtant traduites par un échec en matière de maîtrise de la dépense totale comme par un accroissement des inégalités.

⁴² Prix Nobel d'Economie, ex-économiste en chef de la Banque Mondiale



La sous-indexation des prestations par rapport à la croissance des salaires ou du PIB a rencontré ses effets les plus significatifs sur le long terme en matière de retraites, à la fois sous l'angle de la revalorisation et sous celui de la baisse des taux de remplacement au moment du départ à la retraite.

"La réforme des régimes de retraites renforce également les marchés du capital-épargne et du capital-risque dans l'Union. Un marché commun européen des capitaux de retraite peut [on demeure prudent] contribuer à élever le niveau de retraite" (Déclaration du Conseil européen Ecofin sur les retraites, 15/05/2001)

Enfin, sans doute pour répondre au souci affiché d'obtenir une "activité accrue des personnes âgées pour un vieillissement actif" (2001) la puissance publique fait de plus en plus souvent appel à des retraités pour occuper des emplois laissés vacants par l'absence de prévisions gouvernementales des besoins sociaux à pourvoir et de la baisse des budgets de la fonction publique (personnel soignant, éducation, justice, environnement ...).

Coopération OIT/OMC⁴³ :

Concernant l'importance d'une "coopération efficace entre OMC et OIT", voici ce que déclarait Bill Jordan, Secrétaire général de la CISL⁴⁴, à l'issue de la dernière Conférence Ministérielle de l'OMC en Novembre 2001 : *"La conférence de l'OMC n'a pas réussi à saisir l'occasion de s'attaquer aux inégalités de la mondialisation, en réalisant quelque chose d'efficace pour la justice sociale, la démocratie et la protection des droits fondamentaux des travailleurs... on espère au minimum voir des initiatives efficaces en faveur d'une véritable coopération entre les deux organisations. Sinon les travailleurs et leurs organisations risquent de s'élever contre le système du commercial mondial"*.

⁴³ OIT = Organisation Internationale du Travail; OMC = Organisation Mondiale du Commerce

⁴⁴ Confédération Internationale des Syndicats Libres



Annexe 4

1996-2002 Extraits

Créer des emplois et lutter contre l'exclusion sociale (§2 Birmingham 1998)

Les pauvres et les plus vulnérables doivent être mieux **protégés du fardeau de l'ajustement** en temps de crise.(§7. F Cologne 1999)

La réduction du **chômage et la création d'emplois** de qualité constituent des priorités de premier ordre. Nous reconnaissons le **rôle capital du secteur privé** dans la réalisation de ces objectifs. (III.§28 Lyon 1996).

Nous devons tous reconnaître qu'il est de notre intérêt ...de réduire dans nos pays le risque d'**exclusion** d'individus ou de groupes sociaux (Préambule §4 Lyon 1996)

Nous devons renouveler notre engagement indéfectible en faveur du changement structurel ...y compris **une plus grande adaptabilité des marchés du travail**. (§8 Okinawa 2000)

Nous devons saisir les possibilités qu'offre la croissance pour régler les problèmes du **chômage** et de **l'insécurité économique** (§5 Denver 1997)

Le défi actuel consiste à récolter les bienfaits **...de la mondialisation** de l'économie tout en faisant profiter tous nos citoyens de ces bienfaits **par** la création d'emplois et par l'édification d'**une société inclusive**. (§13 Birmingham 1998)

Emploi (Gênes : 5 lignes lui sont consacrées : §32) Nous nous engageons à mettre en oeuvre des politiques conformes aux recommandations de la Conférence des ministres du Travail du G8. (Turin 2000)

Nous reconnaissons également qu'il y a une volonté de traiter la question des **liens entre échanges et normes fondamentales du travail**.(II.§24 Lyon 1996)

Réformes de la sécurité sociale et retraites :

Nous réaffirmons notre engagement à garantir la viabilité à long terme de nos systèmes de **sécurité sociale**. (I.§17 Lyon 1996)

Nous nous engageons à mener des réformes concrètes: **réformes ...de la sécurité sociale**, abaissement des charges sociales ...dans les pays où le coût indirect du travail est élevé ; (III.§29 Lyon 1996)

Nous avons discuté du concept de « **vieillessement actif** » -- autrement dit du fait que bon nombre de personnes âgées ont à la fois le désir et la capacité de continuer à travailler. Nous avons convenu que les vieux stéréotypes de dépendance des personnes âgées devraient être abandonnés.. Nous avons discuté des moyens que nous pourrions mettre en oeuvre ... y compris **...la levée des obstacles** qui existent dans certains pays **à l'emploi flexible et à temps partiel**. L'application de stratégies de vieillissement actif offre un bon moyen de faire avancer les **réformes** structurelles dans les domaines de la **santé et de l'aide sociale**.(§8 Denver 1997)

Nous ferons d'autres efforts pour supprimer les facteurs non fondés qui découragent les gens n'ayant pas encore atteint **l'âge de la retraite** de continuer à faire partie de la population active;(§51.1 Okinawa 2000)

Chaque pays a confirmé sa détermination ...à explorer plus à fond le concept du vieillissement actif. Les mesures prises à cet égard devraient viser à **dégager les formes de travail appropriées aux besoins des travailleurs âgés** et à y adapter le travail en conséquence. (§16 Birmingham 1998)

Nous nous félicitons de **l'activité accrue des personnes âgées** qui représentent, pour un vieillissement actif, un important bassin de **ressources** pour nos économies et nos sociétés (§32 Gênes 2001)



Coopération OIT/IFI et OIT/OMC :

Faire progresser dans le monde la mise en oeuvre de **normes du travail**, y compris pour maintenir la **collaboration** entre les secrétariats de **l'OIT et de l'OMC** (§17 Birmingham 1998)

Nous nous félicitons de la **coopération** accrue entre **l'OIT** et les **IFI** en faveur d'une **protection sociale adéquate** et de **normes fondamentales** du travail.. Nous soulignons l'importance d'une coopération efficace entre **l'OMC** et **l'OIT** sur les **dimensions sociales de la mondialisation**. (§15 Okinawa 2000)

1991-1995 Extraits

Trop de personnes sont sans **emploi**.... Nous sommes particulièrement inquiets des difficultés que crée le **chômage** (§5 Munich 1992)

Ils doivent être convaincus que **le travail** apportera une meilleure qualité de la vie (§9 Munich 1992)

Nous renforcerons les possibilités d'**emploi** par une meilleure formation, par l'enseignement et par une mobilité accrue (§11 Munich 1992)

Nous sommes préoccupés par l'insuffisance de la croissance et de la **création d'emplois** dans nos économies (§2 Tokyo 1993)

Nous sommes particulièrement préoccupés par le niveau de **chômage** (§3 Tokyo 1993)

De **nouveaux emplois** ont été créés et de plus en plus de gens retrouvent du travail (§1 Naples 1994)

Mais le **chômage** reste beaucoup trop élevé, avec plus de 24 millions de chômeurs dans nos pays. C'est un gâchis inacceptable (§2 Naples 1994)

Nous favoriserons la croissance ...de façon à ce que ...les individus puissent **préparer** en toute confiance **leur avenir** (§3 Naples 1994)

Nous encourageons la Russie à travailler avec les institutions financières internationales pour ...**réduire les difficultés sociales**. (§2 Naples 1994).

La **création d'emplois** de qualité et la **réduction** du taux de **chômage**,... constituent des objectifs prioritaires pour nous tous. (§2 Halifax 1995)

Nous devons lever les obstacles qui entravent... la **création d'emplois** sûrs et **bien rémunérés**. Nous devons prendre des mesures pour... promouvoir une plus grande souplesse sur le **marché du travail** ainsi que l'élimination des réglementations inutiles. (§7 Halifax 1995)

Nous ferons en sorte que nos systèmes de **protection sociale** favorisent le travail (§4 Naples 1994)

Certains de nos pays doivent prendre des mesures pour veiller au maintien de leurs **régimes de retraite** et de leurs programmes de **sécurité sociale**, et pour **garantir l'accessibilité des fonds de pension** du secteur privé. (§9 Halifax 1995)

1986-1990 Extraits

Nous avons remporté quelques succès dans la **création d'emplois** nouveaux pour répondre à l'augmentation de la main d'oeuvre, mais le chômage demeure beaucoup trop élevé. (§6 Tokyo 1986)

Nous convenons également de la nécessité de politiques structurelles efficaces, en particulier **pour créer des emplois**. (§8 Venise 1987)

1981-1985 Extraits

Une croissance économique modérée est probable dans l'année qui vient, mais elle ne parait pas devoir assurer une résorption prochaine **du chômage**. (Ottawa, 1981)

La **lutte contre l'inflation et le chômage** doit être la première de nos (Ottawa, 1981)



La **croissance et l'emploi** doivent être accrus... si nous réussissons dans notre lutte continue contre **l'inflation**. (Versailles, 1982)

Il importe d'exploiter les immenses perspectives ouvertes par les **nouvelles technologies**, en particulier ce qui concerne la **création d'emplois**. (Versailles, 1982)

Multiplier les possibilités d'**emploi**, en particulier parmi les **jeunes**. (Williamsburg, 1983)

Le **chômage** restant dans nos pays à un niveau élevé, nous soulignons la **nécessité** d'une **croissance** soutenue et de la création de **nouveaux emplois** (Londres 1984)

Nous sommes convenus de chercher à réduire les obstacles à la **création** de nouveaux **emplois** ... en encourageant la flexibilité dans l'organisation du temps de travail (Londres 1984)

[Maintenir] des **politiques sociales** appropriées pour les plus **défavorisés**. Promouvoir une plus grande **souplesse**... notamment **du marché du travail**. (Bonn, 1985)

1975-1980 Extraits

La tâche la plus urgente consiste à assurer le redressement de nos économies et à **réduire** le gaspillage de ressources humaines que provoque le **chômage**. (Rambouillet, 1975)

Désormais, notre objectif est d'assurer la transition vers une expansion soutenue qui réduira **le niveau élevé du chômage**... Ceci impliquera, [...], l'acceptation d'un retour à un meilleur équilibre des finances publiques, de même qu'une discipline dans le domaine budgétaire. (Porto Rico, 1976)

Notre tâche la plus urgente est de créer des emplois tout en continuant de réduire l'inflation.. (Londres, 1977)

Nous sommes particulièrement préoccupés du chômage parmi les **jeunes**. Nous favoriserons la **formation des jeunes** afin de constituer une **force de travail** expérimentée et **souple**. (Londres, 1977)

Notre principal souci est le **chômage** qui sévit à travers le monde [...] son coût en termes économiques est élevé et son coût sur le plan humain plus élevé encore. (Bonn, 1978)

« On trouve le coupable »

La **hausse des prix du pétrole** [par l'OPEP] qui a été décidée ne manquera pas d'avoir de très sérieuses conséquences économiques et sociales. ...Ceci conduira à un **chômage** accru. (Tokyo, 1979)



5 – Environnement

Malgré les nombreuses professions de foi visant à se conformer aux accords de Rio pour "transmettre un environnement propre et sain" (2000) et à "lutter contre le crime environnemental" (1998), on a rarement été aussi éloigné de ces objectifs.

Le 1/5 le plus riche de la population mondiale est responsable de 53 % des émissions de dioxyde de carbone (3 % pour le 1/5 le plus pauvre, sensible aux inondations côtières, conséquence du réchauffement climatique du à ces émissions).

Beaucoup de conventions pour gérer le patrimoine commun de l'humanité restent souvent lettre morte, faute de volonté politique. Les engagements pris à Kyoto en 1997 sont restés en suspens lors de la Conférence de Buenos Aires en 1998 et de Bonn en 1999 sur le climat⁴⁵.

Les USA qui n'ont pas voulu signer le Protocole de Kyoto, représentent près de 45 % des émissions de gaz à effet de serre des parties prenantes au protocole ou encore 25 % du total mondial. L'Administration Bush n'hésite pas à invoquer dans cette affaire le "principe de précaution"⁴⁶ se référant à "l'état des connaissances scientifiques incomplètes sur les causes du réchauffement global et sur les solutions à y apporter". Cette position apparaît comme la volonté de revenir sur les règlements environnementaux pris par l'administration Clinton. Ainsi le report de l'application des normes d'arsenic autorisé dans l'eau potable qui devaient passer de 5 à 1. Ainsi la suspension de règles plus contraignantes pour l'extraction de l'or, argent et uranium. D'autres mesures de la nouvelle administration prévoient l'intensification des forages dans la réserve nationale arctique.

Les USA veulent que les gros émetteurs de GES⁴⁷ du Sud (Chine, Inde, Brésil...) souscrivent à des engagements de réduction. Les Européens soutiennent les PED qui s'y refusent, arguant du principe des "responsabilités communes mais différenciées" inscrit dans la Convention de Rio et repris dans le protocole, basé sur le principe d'équité, les PED ne pouvant supporter une conditionnalité environnementale en plus de celles supportées déjà sur les plans économique et politique. De plus les quotas d'émission basés sur les émissions passées, octroient de fait aux anciens pollueurs un droit de polluer supérieur.

Pour l'Union Européenne, les projections ne font apparaître en 2010 qu'un gain de 1,4 % sur 1990, contre un engagement de 8 % de réduction.

Il est intéressant également de noter que si dans d'autres chapitres (coopération économique et monétaire, développement, emploi...), il est souvent fait appel à la coopération du secteur privé, sous ce chapitre, le G8 demeure particulièrement discret. Rien d'étonnant à cela. L'USCIB (United States Council for International Business), plaide pour l'auto réglementation des industriels en matière d'environnement et parvient à des conclusions qui contrastent brutalement avec l'image d'entreprises citoyennes responsables que veut présenter le BASD. (Business Action for Sustainable Development⁴⁸) En effet, l'USCIB rejette purement et simplement les "exigences de groupes extérieurs qui cherchent à imposer des codes et affirment leur droit à auditer indépendamment le respect de ces codes par les entreprises". Le BASD de son côté prévient que "le mal vient de réglementations qui, au lieu de préciser un résultat désiré, vous dictent ce que vous devez faire. Cela étouffe la créativité".

Quant aux sept think tanks américaines,⁴⁹ qui ont écrit à G.W.Bush pour le féliciter de ne pas participer au Sommet de l'ONU sur le Développement Durable de Juillet 2002, ils estiment que "le réchauffement global potentiel n'est pas le moindre des sujets environnementaux mondiaux et nous espérons que vos négociateurs à Johannesburg réussiront à le laisser à l'écart des débats et à l'abri de l'attention des médias".⁵⁰

⁴⁵ Selon certains experts l'objectif retenu correspond à une réduction de 0,06° sur une hausse de 2° envisagée pour 2050, soit 3 % de l'effort à réaliser...

⁴⁶ qu'il rejette en matière de sécurité alimentaire (OGM...) (voir §7 – sécurité alimentaire...)

⁴⁷ Gaz à Effet de Serre

⁴⁸ voir "A l'ombre de Doha" : <http://france.attac.org/site/page.php?idpage=778&langue=> et "Un Sommet mal parti": <http://france.attac.org/site/page.php?idpage=675&langue=>

⁴⁹ dont les fonds proviennent d'ExxonMobil

⁵⁰ rapporté par Friends of the Earth GB



Le G8 fait notamment état de la "pollution marine" et de la "prévention des déversements de pétrole" (1997). Or dans le monde,

- 2 navires sur 5 ne respectent pas les normes internationales.
- 40 % des pétroliers naviguant dans le monde ont plus de 25 ans.
- 2/3 de la flotte pétrolière mondiale naviguent sous pavillon de complaisance.
- les 10 principaux pavillons de complaisance sont passés de 9 % de la flotte mondiale en 1955, à 56,5 % en 1998 et leurs tonnages ont augmenté de 77 % entre 1980 et 1998.
- 15 pays représentant 0,4 % de la population mondiale offrent leur pavillon aux flottes sans disposer de moyens de gestion et de contrôle réels.⁵¹

Il serait fastidieux d'énumérer tous les bateaux qui ont coulé au large des côtes européennes depuis cette déclaration du G8. Rappelons simplement pour mémoire ce qu'écrivent H.Hamon et Ch. Claden, commandant du remorqueur «Abeille Flandre» :

*"10 à 15 % des armements font le marché en tirant toutes les pratiques vers le bas... L'erreur humaine est fréquemment le résultat d'une politique sociale, d'une politique de recrutement et de formation"*⁵².

Apparemment nos "grands" dirigeants du G8 ne paraissent pas capables d'établir ce lien. Les "marées noires" se multiplient malgré l'empilement des règlements. Pendant ce temps le G8 semble concentrer surtout son attention sur la "responsabilité civile" et l' "indemnisation des dommages", qui au demeurant restent encore pour une large part de la "responsabilité" de l'Etat pollué chargé de suppléer à celle des armateurs, chargeurs, sociétés de certification et autres acteurs économiques de ce secteur.

En 1997, le G8 demandait l'instauration de "pratiques pour la gestion durable des forêts" et en 2000 déclarait vouloir "aider les collectivités indigènes" à y parvenir.

Pendant ce temps, à l'OMC une proposition d'accélération des accords de libre-échange pour les produits forestiers a été faite par les principaux exportateurs de bois (USA, Canada) et si le Japon s'y oppose, l'Europe est favorable à une négociation globale sans exception.

Les mesures actuellement en vigueur pour la protection des forêts et que pourrait menacer l'OMC sont :

l'éco certification, l'interdiction d'exporter des grumes et les mesures environnementales pour la transformation du bois et la fabrication du papier.

On peut également s'interroger sur la proposition de mesurer la "valeur économique" de l'air ou de l'eau, (1996), considérés par beaucoup comme les "biens communs de l'humanité" et en tant que tels placés au dessus de la simple valeur marchande.

Il apparaît donc pour le moins prématuré de "se réjouir" que la "libéralisation mondiale des échanges" aille "de pair avec un niveau élevé de protection de l'environnement" et que "les règles de l'OMC... et les programmes d'éco-labellisation soient complémentaires" (1996).

⁵¹ Sources : I.T.F. et rapports O.M.I. (Organisation Maritime Internationale)

⁵² «Au bout de la remorque» (Seuil éditeur)



Annexe 5

1996-2002 Extraits

Face aux menaces (réchauffement de la planète, désertification, disparition des ressources et des espèces, développement urbain excessif), nous attachons la plus grande importance à une intégration plus résolue de la **protection de l'environnement** dans l'ensemble de nos politiques (II. §23 Lyon 1996)

Nous réitérons notre attachement à tous les **accords conclus à Rio**. (I. §5 Lyon 1996)

Nous devons tous oeuvrer en vue de **transmettre un environnement propre et sain** à nos enfants et nos petits-enfants. (§63 Okinawa 2000)

Nous nous réjouissons des mesures ...pour lutter contre le **crime environnemental**. (§22 Birmingham 1998)

Environnement et développement durable :

Nous sommes résolus à nous attaquer aux problèmes d'environnement qui risquent de compromettre la **qualité de vie** (§12 Denver 1997)

Dans un monde interdépendant, nous devons nous efforcer d'implanter une **croissance économique durable** dans tous les pays. (§3 Birmingham 1998)

Demande de mise en oeuvre rapide de la **Convention sur la diversité biologique** (I. §5 Lyon 1996).

Eaux et mers :

Nous sommes convenus de favoriser la coopération bilatérale et régionale pour régler les problèmes relatifs aux **ressources en eau**, ainsi que de mieux coordonner nos efforts dans ce domaine. (§21 Denver 1997)

Nous travaillerons à susciter un effort efficace et intégré ...en ce qui concerne la pêche durable, la navigation, la **pollution marine** provenant de sources terrestres ou d'activités en mer. (§22 Denver 1997)

Le renforcement de la **sécurité maritime** internationale est capital pour la protection des océans, qui font partie du **patrimoine mondial**. Nous appuyons les efforts déployés par l'OMI⁵³ ...et pour vérifier l'application et la mise en vigueur des normes internationales par l'État du pavillon . Nous appuyons aussi les efforts déployés par les **États côtiers** pour **augmenter la sécurité de la navigation** et **protéger leur environnement maritime**. (§68 Okinawa 2000).

Nous nous réjouissons des efforts déployés par l'OMI pour poursuivre la réforme pratique des régimes internationaux actuels relatifs à la **pollution des mers**, et en particulier de la Convention de 1992 sur la **responsabilité civile** pour les dommages de pollution par les hydrocarbures et la Convention de 1992 sur l'**indemnisation** des dommages dus à la **pollution par les hydrocarbures**, en ce qui concerne, entre autres, les limites d'indemnisation. (§69 Okinawa 2000)

Forêts :

La destruction et la dégradation des forêts se poursuivent à un rythme alarmant. Nous demandons à tous les pays de prendre un engagement ...en vue **d'instaurer des pratiques pour la gestion durable des forêts**. (§19 Denver 1997)

Nous appuyons énergiquement les travaux menés en ce moment sur les **forêts** sous les auspices des Nations unies. (§12 Birmingham 1998)

Concernant la **gestion durable des forêts**, nous attachons une importance particulière aux projets pouvant **aider les collectivités indigènes** et locales à pratiquer une telle gestion. Nous examinerons les meilleurs moyens de **combattre l'exploitation illicite des forêts** (§66 Okinawa 2000)

⁵³ Organisation Maritime Internationale



[Nous] avons discuté du problème de la **déforestation** (Kananakis 2002)

Changements climatiques :

Nous oeuvrerons notamment pour un succès de la Conférence des Parties à la Convention sur **les changements climatiques** (I. §5 Lyon 1996)

Nous sommes résolus ...à **montrer le sérieux** de nos intentions quant à l'intensification des efforts internationaux pour faire face aux **changements climatiques** (§15 Denver 1997).

Nous entendons établir des objectifs valables, réalistes et équitables qui permettront une **réduction des émissions de gaz à effet de serre** d'ici 2010. (§16 Denver 1997)

Nous confirmons l'intention des autres parmi nous de le signer [le Protocole de Kyoto] d'ici un an, et nous prenons la résolution [de] le ratifier et faire de Kyoto une réalité...Nous prendrons ...les mesures nécessaires pour **réduire les émissions de gaz à effet de serre** (§11 Birmingham 1998)

Nous sommes déterminés à **respecter...nos obligations** aux termes de la Convention-cadre sur les changements climatiques, qui consiste à **stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre**. (§23 Gênes 2001)

Nous convenons...de la nécessité de **réduire les émissions de gaz à effet de serre**. Même si le protocole de Kyoto et sa ratification font actuellement l'objet de **certaines divergences**. (§24 Gênes 2001)

Nous avons convenu que le **changement climatique** est une question urgente qui demande une solution mondiale. (Kananakis 2002)

Nous sommes déterminés à veiller au succès de la sixième Conférence des parties à la Convention-cadre sur les **changements climatiques**, afin d'atteindre les objectifs du **Protocole de Kyoto**. Nous nous sommes engagés à collaborer ...en vue d'une **mise en vigueur** rapide du **Protocole de Kyoto** (§64 Okinawa 2000)

Le recours accru aux sources **d'énergie renouvelables** améliorera la qualité de la vie, surtout dans les **pays en développement**.. (§65 Okinawa 2000)

Nous reconnaissons l'importance de **l'énergie renouvelable** pour un développement durable. Nous engageons les BMD ...à établir des mécanismes de financement basés sur le marché. (§27 Gênes 2001)

Coopération avec les organismes de l'ONU et les IBW en matière d'environnement :

La **CDD** ⁵⁴ doit être un forum politique de haut niveau agissant **en coopération avec ... les Institutions financières de Bretton Woods**. (I. §5 Lyon 1996)

La **CDD** devrait élaborer des plans d'action ...dans les quatre domaines de priorité convenus, à savoir : les ressources en eau; les océans; les ressources en sols, y compris les forêts; (§27 Denver 1997)

Le **PNUE** doit se voir confirmer dans son rôle de catalyseur des activités menées en matière d'environnement au sein des Nations Unies ; (I. §5 Lyon 1996)

Le **PNUE** devrait promouvoir la cohésion des activités du système des Nations Unies pour la protection de l'environnement (§28 Denver 1997).

Commerce, Investissements et environnement :

La **libéralisation** mondiale des échanges doit aller de pair avec un niveau élevé de **protection de l'environnement**. Il est important de veiller à ce que les **règles** de l'OMC, les accords multilatéraux sur l'environnement et les programmes d'éco-labellisation soient **complémentaires** (II.23 Lyon 1996)

Nous étudions la possibilité de faire en sorte que notre comptabilité nationale puisse mieux **mesurer ...la valeur économique** de la qualité de l'air, de l'eau et du sol. (I. §5 Lyon 1996)

⁵⁴ Commission du Développement Durable de l'ONU



Les gouvernements devraient aider à promouvoir l'adoption de pratiques viables en tenant compte des **facteurs environnementaux** lorsqu'ils accordent un **soutien financier**. (§24 Denver 1997).

Les **politiques de crédit à l'exportation** peuvent avoir des effets très marqués sur l'**environnement** (§67 Okinawa 2000)

Nous sommes déterminés à veiller à ce que nos organismes de **crédit à l'exportation** se conforment à des normes environnementales élevées. (§29 Gênes 2001)

1991-1995 Extraits

Nous encourageons les travaux ...en vue d'élaborer des instruments économiques ayant un meilleur rapport coût-efficacité pour la **protection de l'environnement**. (§8 Londres 1991)

La **gestion de l'environnement** demeure pour nous une question prioritaire. (§47 Londres 1991)

L'objectif est d'adopter lors de la CNUED⁵⁵ [Juin 1992] (§51 Londres 1991) :

- a) une convention-cadre efficace sur le **changement climatique**
- b) un accord sur les principes devant régir ...le **développement durable** de tous les types de **forêt**.

L'importance écologique et économique des **océans** et des mers implique qu'ils soient protégés et gérés de manière durable (§52 Londres 1991)

Nous invitons à la négociation...d'une convention-cadre, acceptable sur la **biodiversité**... sans entraver les développements positifs dans le domaine des **biotechnologies** (§53 Londres 1991)

Nous restons préoccupés par la destruction des **forêts** tropicales (§54 Londres 1991)

Les ressources marines vivantes menacées par la surexploitation halieutique devraient être protégées. Nous incitons au contrôle de la **pollution marine** (§56 Londres 1991)

Intégrer plus étroitement nos objectifs de **croissance** et de protection de l'**environnement** (§10 Munich 1992)

Une action rapide et concrète est nécessaire pour réaliser nos **engagements** sur le changement climatique, la protection des forêts et des océans, la préservation des ressources marines, et le maintien de la biodiversité. (§13 Munich 1992)

Nous réaffirmons notre détermination à **garantir un développement** qui soit **durable** sur le plan de l'**environnement** (§8 Tokyo 1993)

Nous soulignons notre préoccupation concernant l'**immersion** par la Russie de **déchets radioactifs** dans les **océans**. (§11 Tokyo 1993)

L'**environnement** est une des grandes priorités de la coopération internationale. (§1 Naples 1994)

Nous attendons l'application des Conventions déjà conclues, notamment celles sur la **diversité biologique** et le **changement climatique**. (§3 Naples 1994)

Les efforts doivent porter sur la **prévention de la pollution**, le principe du « **pollueur payeur** », l'internalisation des coûts environnementaux. (§31 Halifax 1995)

Nous soulignons qu'il importe de remplir les engagements souscrits au **Sommet de la Terre de Rio**, en 1992 (§32 Halifax 1995)

1986-1990 Extraits

Nous réaffirmons notre responsabilité partagée ..de **préserver l'environnement** et nous continuons à attacher de l'importance à la coopération dans le contrôle efficaces de la **pollution**. (§16 Tokyo 1986)

⁵⁵ Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement



Nous nous devons de transmettre aux générations futures un **environnement sain** et une culture riche à la fois de valeurs spirituelles et matérielles. . (§5 Tokyo 1986)

[II] nous incombe d'encourager les efforts visant à **faire face** efficacement **aux problèmes d'environnement** de portée mondiale, tels que la diminution de l'ozone stratosphérique, les modifications climatiques, les pluies acides, les espèces menacées, les substances dangereuses, la pollution aérienne et la pollution des eaux, et la destruction des forêts tropicales. (§30 Venise 1987)

Toutes les décisions économiques doivent tenir compte de **considérations environnementales** si on veut assurer la survie de l'humanité. (Toronto 1988)

Les efforts déployés par le Programme des Nations Unies sur l'Environnement pour élaborer un accord sur l'expédition transfrontière de **déchets dangereux** devraient aussi être encouragés. (Toronto 1988)

La **déforestation** porte également atteinte à l'atmosphère et doit cesser. Nous appelons à une gestion raisonnable **des forêts** en vue de préserver leur étendue dans le monde. (§42 Paris 1989)

Les forêts, lacs et cours d'eau des zones tempérées doivent être protégés contre les effets des polluants acides tels que le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote. (§44 Paris 1989)

Nous condamnons l'utilisation aveugle des **océans** comme **décharges** pour les déchets polluants. La dégradation des eaux côtières pose un problème particulier. (§46 Paris 1989)

Nous invitons tous les pays à ratifier et appliquer les conventions internationales pour la **prévention de la pollution des océans** par les hydrocarbures. (Paris 1989)

La sixième conférence sur la **bioéthique** a étudié l'élaboration d'un code universel d'éthique, en matière **d'environnement**, fondé sur le concept de "gestion responsable et avisée de la nature par l'homme".(Paris 1989)

Les inondations catastrophiques qui dévastent périodiquement le Bangladesh...constituent un motif de préoccupation pour le monde entier. (§50 Paris 1989)

Nous reconnaissons que des **économies de marché** fortes et en pleine croissance constituent le meilleur moyen d'assurer avec succès la **protection de l'environnement**. (Houston 1990)

Nous sommes prêts à coopérer avec le Gouvernement du Brésil sur un vaste programme pilote visant à lutter contre les menaces pesant sur les **forêts tropicales** humides de ce pays.(§66 Houston 1990)

La **pollution marine** pose de graves problèmes, tant dans les océans que dans les zones côtières. (Houston 1990)

Nous sommes préoccupés par les effets de la **dégradation** de l'environnement et de la pêche non réglementée sur les **ressources marines** vivantes. (Houston 1990)

La **priorité** doit être accordée aux questions suivantes : les **changements climatiques** mondiaux, la **pollution** de l'air, du sol, des eaux douces et des mers, les "pluies acides", les substances dangereuses, le déboisement et les espèces en voie d'extinction. (Toronto 1988)

L'énergie nucléaire continuera d'occuper une place importante dans leurs approvisionnements énergétiques et elle peut jouer un rôle important pour **réduire l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre**. (Houston 1990)

1981-1985 Extraits

Chacun d'entre nous oeuvrera pour **une meilleure acceptation de l'énergie nucléaire** par le public. (Ottawa, 1981)

Dans la définition de nos politiques économiques à long terme, nous devons nous attacher à **sauvegarder l'environnement** et les ressources de notre planète. (Ottawa, 1981)

Nous prendrons des mesures pour tirer parti au maximum de la production [...] du **charbon**, et ...nous assurer qu'un accroissement de son utilisation ne porte pas atteinte à l'**environnement**. (Ottawa, 1981)



Nous agissons également pour que se développe au maximum de nos moyens la mise en oeuvre **des énergies renouvelables** telles que la géothermie, l'énergie solaire et la biomasse. . (Ottawa, 1981)

Les progrès que nous avons déjà accomplis ne diminuent pas le besoin de poursuivre [...] le développement ...des sources alternatives, y compris **l'énergie nucléaire et le charbon**. (Versailles, 1982)

Nous sommes convenus d'accentuer notre coopération pour la **protection de l'environnement**, une meilleure utilisation des ressources naturelles... (Williamsburg, 1983)

Nous avons décidé d'inviter le groupe de travail... à identifier les domaines spécifiques de recherche sur ... les moyens de **limiter la pollution** de l'air, de l'eau et du sol (Londres 1984)

Nous visons ...d'autres sujets de préoccupation tels que les changements climatiques, la protection de la couche d'ozone et le traitement des déchets chimiques, toxiques et des déchets dangereux. La protection des sols, de l'eau douce et de la mer, en particulier des mers régionales doit être renforcée. (Bonn, 1985)

Nous utiliserons les mécanismes de la vigilance gouvernementale et les disciplines du marché pour résoudre les problèmes **d'environnement**. Nous appliquerons le principe du "**pollueur payeur**" (Bonn, 1985)

1975-1980 Extraits

Nos intérêts communs rendent nécessaires que nous continuions de coopérer afin de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'énergie importée par le développement de **sources alternatives**. . (Rambouillet, 1975)

Afin de satisfaire les besoins croissants en énergie, et d'aider à diversifier les sources d'énergie, un **recours** accru à **l'énergie nucléaire** sera nécessaire. (Londres, 1977)

Reconnaissant leurs responsabilités particulières dans le domaine de l'énergie, les **Etats-Unis** réduiront leur **dépendance** à l'égard du **pétrole importé**. (§7 Bonn, 1978)

La tâche la plus urgente est de réduire la consommation de pétrole et de hâter le **développement** des **autres sources** d'énergie. (Tokyo, 1979)

Nous devons **rompre le lien** qui existe entre la **croissance** économique et la consommation du **pétrole**. Nous avons la ferme intention d'atteindre cet objectif au cours des dix prochaines années. (§7 Venise, 1980)

Cette stratégie exige des **économies** accrues de **pétrole** et une augmentation substantielle de la production et de l'utilisation des sources **d'énergie alternatives**. (Venise, 1980)

Notre objectif est d'introduire des véhicules de plus en plus économes en carburant. [...] Nous accélérerons ce processus, en rendant les **transports en commun** plus attrayants. (Venise, 1980)

Nous chercherons à moyen terme à accroître sensiblement l'utilisation du **charbon**, à développer le recours à **l'énergie nucléaire**. (§10 Venise, 1980)



6 – Insécurité⁵⁶ Internationale, Criminalité et Terrorisme

Sécurité internationale et règlement des conflits :

La sécurité est assimilée par le G8 avant tout à la "stabilité politique et économique dans les régions de production et de transit de l'énergie" (1998), affirmation renouvelée en 2002 sur le renforcement du "système de transport mondial". "Le règlement pacifique des différends conformément à la Charte de l'ONU" est revendiqué en 2000 dans la déclaration d'Okinawa intitulée "Vers un XXI^e marqué par une plus grande stabilité mondiale". Or, si un certain nombre de conflits ont disparu pendant cette période, certains perdurent malgré les multiples résolutions des Nations-Unies pour y mettre un terme. C'est notamment le cas du conflit israélo-palestinien : Sur 91 violations des résolutions de l'ONU, Israël en totalise 32. Se féliciter "des résultats considérables obtenus dans le cadre du processus de paix au Moyen Orient" (1996) semble a priori hors de propos aujourd'hui.

Mais c'est aussi le cas au Cachemire, au Caucase⁵⁷, dans l'Ogaden parmi les plus anciens.

La fin d'un conflit n'est pas forcément le signe d'une amélioration de l'état de la population : Le Nicaragua est passé de la 60^e place en 1990, après 10 ans de conflit armé, à la 106^e en 2000, sur l'échelle de Développement Humain (Rapport 2001 du PNUD).

La création d'une **Cour Pénale Internationale** destinée à juger les crimes de guerre et de génocide a été approuvée par 120 pays en 1998. 7 pays pourtant ont voté contre : USA, Israël, Bahreïn, Inde, Chine, Qatar et Vietnam. Explication de l'ambassadeur US : "*Le tribunal fait courir un risque à ceux qui endossent la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationale*" (ex.: les bombardements américains sur l'Irak sans mandat de l'ONU). Les crimes contre l'humanité, définis comme "tout acte inhumain commis contre toute population civile" sont également de la compétence de la CPI qui y a ajouté les actes à caractère sexuel même commis en dehors de tout conflit armé. On sait que les troupes d'occupation US aux Philippines comme au Japon ont été accusées de tels crimes par les populations locales. La loi française qui reconnaît l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité ne l'a pas étendu aux crimes de guerre.

Les USA ne reconnaissent pas non plus la Cour Internationale de Justice de La Haye. Ce sont surtout les pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est qui utilisent ses services alors que l'Union Européenne, les USA et le Japon, surreprésentés parmi les juges, ne s'y reportent que rarement.

Non-prolifération, maîtrise des armements et désarmement⁵⁸ :

Si, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, l'entente sur l'élimination du plutonium entre les USA et la Russie a bien constitué une démarche visant "à tirer parti de cette coopération" (2000), la prolifération des mines anti-personnel demeure⁵⁹.

Quant à demander à "faire preuve de retenue dans les exportations d'armes conventionnelles (2000), ce ne peut être que grande naïveté ou hypocrisie.

Criminalité transnationale organisée et "Terrorisme" :

Si les déclarations sur la " lutte contre le terrorisme" liée à "la criminalité transnationale organisée" sont bien antérieures à l'attaque contre les tours du World Trade Center de New York, elles ont pris un nouveau tour depuis lors. D'abord dirigée contre quelques "Etats-voyous", la lutte vise désormais autant des groupes d'individus que des Etats.

⁵⁶ Le terme "insécurité" nous paraît plus approprié face aux décisions prises touchant la majorité de la population

⁵⁷ On pourra s'étonner du silence assourdissant du G8 sur le conflit russo-tchétchène ce qui ne l'empêche pas de se féliciter du "projet franco-germano-russe visant la construction en Russie d'une usine pilote pour la fabrication de combustible MOX à partir de plutonium militaire" (1997).

⁵⁸ Le président George W. Bush a annoncé le retrait des Etats-Unis du traité américano-soviétique de défense antimissile ABM signé en 1972 pour permettre le déploiement d'un bouclier antimissile après 2004-2005.

⁵⁹ voir "3 – Droits de l'Homme et ONU"



A Kananakis en 2002, relever les "défis que représentent la lutte contre le terrorisme" est devenu la première et principale préoccupation du Sommet. Cette lutte est désormais sans limite. Non seulement le droit international n'est plus appliqué en cette matière (les "talibans" en attente de procès à Guantanamo) mais certains citoyens commencent à être considérés comme "terroristes" ou tout au moins comme leurs complices conscients ou non. Ainsi à Gênes, le G8 déplore "la violence" d' "une minorité irresponsable", qui regroupait cependant plus de 300.000 personnes venues lui crier leur opposition à des décisions politiques arrêtées en leur nom sans la moindre concertation. Contrairement à ce qu'il déclare, le G8 n'y a pas défendu "le droit à la protestation pacifique". Et c'est bien parce que cette foule savait que le G8 n'a jamais cru "à l'importance fondamentale d'un débat public" qui n'a encore jamais eu lieu, qu'elle est venue en faire le siège pour tenter de se faire entendre et obtenir un début de dialogue.

On peut rapprocher cette inquiétude des milieux gouvernementaux vis-à-vis de l'opinion publique de celle des milieux d'affaires transnationaux. *"L'émergence de groupes activistes [parmi] les citoyens exprimant leurs profondes préoccupations, risque d'affaiblir l'ordre public, les institutions légales et le processus démocratique. Ce que nous mettons en question, c'est la prolifération de groupes activistes" "en dehors des syndicats, organisations de consommateurs et d'autres groupes qui méritent le respect [avec lesquels] le monde des affaires est habitué à travailler."* (Déclaration de Genève de 450 dirigeants de sociétés transnationales adoptée en Septembre 1998 lors du Geneva Business Dialogue organisé par la CCI⁶⁰. Et de proposer l'établissement *"de règles pour clarifier la légitimité de nombreuses ONG engagées dans le dialogue public et qui proclament représenter les intérêts de larges secteurs de la société civile"* (Rapport remis au G8 17/05/98).

Ce qu'ils ne pouvaient imaginer à cette époque, c'est la présence de plus en plus importante de ces "syndicats" et "organisations de consommateurs" dans les manifestations qu'ils dénonçaient.

Fraude financière internationale :

Le G8 se déclare résolu à vouloir combattre la corruption. Mais ce n'est qu'à partir de 2000 qu'il semble comprendre qu'une "plus grande coopération judiciaire est nécessaire" pour poursuivre les crimes financiers. C'est également à la fin de la dernière décennie que le G8 commence à s'intéresser au lien entre **évasion fiscale, blanchiment de capitaux⁶¹ et centres financiers offshore⁶²** et charge le **GAFI⁶³** des mesures qui s'imposent.

Mais le GAFI présente-t-il toutes les garanties d'efficacité pour cette tâche ?

Le GAFI a retiré les Bahamas, les îles Caïmans, le Liechtenstein et Panama de sa liste des "territoires non coopératifs" sans vérifier la mise en œuvre des mesures anti-blanchiment promises par ces Etats. En Octobre 2002, la Russie a été "miraculeusement" rayée de la "liste grise" du GAFI.

La nouvelle loi *Patriot Act* d'Octobre 2001, votée après les attentats du 11 Septembre, interdit aux banques et aux sociétés de courtage américaines d'accepter de l'argent d'une banque écran située dans une île off-shore. Cette loi comporte pourtant de sérieuses lacunes : par exemple, un client étranger d'une banque a littéralement le pouvoir d'enquêter sur lui-même en signant un certificat comme quoi il ne représente pas une société écran ou bien les règles du Trésor autorisent une banque US à accepter des dépôts provenant d'une banque off-shore si ¼ des parts de celle-ci sont détenues par une banque réelle.

⁶⁰ Chambre de Commerce Internationale. Voir sur les prises de position de cet organisme "3 – Droits de l'Homme et ONU"

⁶¹ " *Le terme de blanchiment est inadéquat car il suggère un crime au deuxième degré, une infraction qui ferait suite à une autre infraction, celle des mafieux. La criminalisation des banques correspond en fait à des pratiques engendrées directement par le système financier et qui répondent à ses intérêts directs*" (Jean de Maillard)

⁶² Il y environ 60 zones de paradis fiscaux. Représentant 1,2% de la population mondiale, ils détiennent 26% des capitaux du monde, dans environ 4.000 banques off shore, qui gèrent 5.000 Milliards\$ (1998)

⁶³ Groupe d'Action Financière Internationale, créé par le G7 en 1989 et auquel l'OCDE sert de Secrétariat.



Les experts de l'ONU⁶⁴ ont montré que, malgré le vote de la résolution 1390 de Janvier 2002, à peine 10 Millions \$ supplémentaires ont été gelés.

⁶⁴ Les recommandations du GAFI ont été approuvées par la Commission des Nations-Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.



Annexe 6

1996-2002 Extraits

Sécurité internationale et règlement des conflits :

Nous reconnaissons l'importance d'une **stabilité politique et économique** solidement implantée dans les **régions de production** et de transit de **l'énergie** (§9 Birmingham 1998)

Nous nous sommes entendus sur une série de mesures de coopération...pour **renforcer la sécurité** et l'efficacité du **système de transport mondial**. (Kananaskis 2002)

Nous sommes convenus de la nécessité d'oeuvrer en priorité à **la réduction des tensions et au règlement des conflits**. (" Déclaration du Président" Lyon 1996)

Avançons tous ensemble, pleins d'espoir, vers un XXI^e siècle caractérisé par plus de prospérité, de paix de l'esprit et de stabilité. (§5 Okinawa 2000).

Tous les membres de la communauté internationale devraient chercher à favoriser le **règlement pacifique des différends** conformément à la Charte des Nations Unies.(§71 Okinawa 2000)

Non-prolifération, maîtrise des armements et désarmement :

Nous affirmons notre volonté de conclure un Traité **d'interdiction complète des essais nucléaires** (CTBT). (I. §3 Lyon 1996)

Nous poursuivrons notre coopération ...en particulier le projet franco-germano-russe visant la construction en Russie d'une usine pilote pour la **fabrication de combustible MOX**⁶⁵ (§74 Denver 1997)

Nous sommes déterminés à appliquer les conclusions auxquelles la Conférence a abouti, y compris la mise en vigueur rapide du Traité **d'interdiction complète des essais nucléaires** (CTBT).(§73 Okinawa 2000)

Nous nous félicitons de la **ratification du CTBT** par la Russie. **L'entente** sur l'élimination du plutonium conclue **entre les États-Unis et la Russie** constitue à cet égard un point de repère essentiel. Notre démarche suivante devrait tirer parti de cette coopération .(§74 Okinawa 2000).

Nous appelons tous les Etats à ne négliger aucun effort pour éliminer le fléau que constituent la **prolifération** et l'usage indiscriminé des **mines anti-personnel**. (I. §3 Lyon 1996)

Nous avons renforcé notre **coopération sur la non-prolifération**, les mines terrestres antipersonnel, la criminalité transnationale organisée, la lutte contre le terrorisme (Rapport des Ministres des A.E, Denver 1997)

Tous les États devraient **adhérer au Protocole renforcé sur les mines** (§82 Denver 1997)

Nous avons lancé le nouveau *Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes*..(Kananaskis 2002)

Nous allons lutter contre le **trafic illicite d'armes à feu**. (§41 Denver 1997)

Nous invitons la communauté internationale à **faire preuve de retenue** dans les exportations d'**armes conventionnelles** (§72 Okinawa 2000)

[Nous considérons] que la préservation et le renforcement du **Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques** constituent la pierre angulaire de la stabilité.(§74 Okinawa 2000)

Moyen-Orient :

Nous nous félicitons des résultats considérables obtenus dans le cadre du processus de paix au **Moyen-Orient** au cours des dernières années : des **accords** historiques **entre Israël et les**

⁶⁵ à partir de plutonium militaire



Palestiniens. Nous accueillons avec satisfaction les mesures prises par le Gouvernement israélien pour alléger le bouclage de la Cisjordanie et de Gaza. Nous appelons de nos vœux la **levée totale de ce bouclage**. Nous demandons instamment à toutes les Parties d'honorer leurs engagements, notamment les **accords déjà signés**, et de poursuivre leurs efforts en faveur d'une paix globale fondée sur le processus de Madrid, sur le **principe de la terre contre la terre**. (II. §3 Lyon 1996)

Nous pressons les **dirigeants israéliens et palestiniens** de ne pas prendre de mesures unilatérales qui détermineraient à l'avance l'issue des négociations sur le statut final. (Déclaration Birmingham 1998)

Nous avons souligné notre détermination à oeuvrer pour **favoriser la paix au Moyen-Orient**, sur la base de notre vision de **deux États**, Israël et la Palestine, vivant côte à côte. (Kananakis 2002)

Nous nous félicitons du dialogue de haut niveau qui commence à s'établir entre **l'Inde et le Pakistan** (§79 Denver 1997)

Criminalité transnationale organisée :

Chacun mérite de vivre à **l'abri de la menace du crime** (§42 Okinawa 2000)

Tous les pays peuvent bénéficier de l'amélioration de la sécurité grâce à une lutte efficace contre le terrorisme et la **criminalité transnationale organisée** (I. Lyon 1996)

La lutte contre la **criminalité transnationale organisée** sera une de nos priorités dans l'avenir prévisible (§38 Denver 1997)

Nous saluons les mesures prises par le Groupe de Lyon du G8 pour mettre en oeuvre ses 40 recommandations sur le **crime organisé transnational** (§20 Birmingham 1998)

Nous sommes disposés à réfléchir sur les problèmes d'éthique et de **criminalité** soulevés par les réseaux mondiaux de **communication** (I. §6 Lyon 1996)

Nous concentrerons notre attention sur les enquêtes sur les personnes se livrant à la **criminalité technologique** (§40 Denver 1997)

Nous convenons d'appliquer sans délai les dix principes et le plan d'action en dix points arrêtés par nos Ministres sur la **criminalité technologique** (§21 Birmingham 1998)

Préoccupation devant l'accroissement de la menace mondiale posée par le trafic et la consommation de **drogues** illicites. (§44 Okinawa 2000)

Nous soutiendrons de nouveaux efforts visant le partage de données pertinentes sur le **blanchiment d'argent** [dans le cadre du trafic de drogues] (§43 Denver 1997)

Nous demandons à nos ministres de rendre compte progrès réalisés ...sur la **criminalité technologique**, des mesures prises contre le **blanchiment de fonds...** (§22 Birmingham 1998)

Nous devons adopter une approche concertée face à la **criminalité technologique** qui menace sérieusement la **sécurité et la crédibilité** de la société mondiale de l'information. (§43 Okinawa 2000)

Le Terrorisme :

Faire obstacle aux **activités des terroristes** et de ceux qui les soutiennent, notamment les activités visant à recueillir des fonds ("Déclaration sur le terrorisme", Lyon 1996).

Nous avons suscité une **amélioration des normes internationales pour la sécurité** des aéroports, la détection des explosifs (§45 Denver 1997)

Nous avons engagé tous les États à adhérer aux conventions internationales ...visant à **éliminer le terrorisme international d'ici l'an 2000**. (Rapport des Ministres des A.E. § 26 Denver 1997).

Nous allons poursuivre ces efforts au cours de l'année qui vient et **étendre notre coopération antiterroriste** à d'autres sphères critiques. (Rapport des Ministres des A.E. §27 Denver 1997)

Nous lançons un appel en vue d'un renforcement d'urgence... à l'amélioration des mesures contre le **financement des activités terroristes**. (§78 Okinawa 2000)



Nous exprimons notre inquiétude devant la **poursuite des activités terroristes** dans de nombreuses régions. (§79 Okinawa 2000)

Nous sommes déterminés à mener une action ...de grande envergure pour priver les terroristes de tout soutien ...et **réduire la menace** que posent les attaques terroristes. (Kananaskis 2002)

Nous nous sommes entendus sur une série de six principes sur la **non-prolifération** visant à empêcher les **terroristes** — ou ceux qui les appuient — d'acquérir ou de mettre au point des armes nucléaires, chimiques, radiologiques et biologiques, des missiles, ainsi que les matières, le matériel ou la technologie qui s'y rattachent. (Kananaskis 2002)

La Sécurité face aux Manifestations internationales :

En raison **des menaces terroristes** et autres à la sécurité des grandes manifestations internationales, nous allons partager l'information et les expériences dans ce domaine. Les États-Unis tiendront une conférence ...afin d'échanger des informations sur les **pratiques de sécurité les plus efficaces pour les grandes manifestations internationales** spéciales. (Rapport des Ministres des A.E., §30 Denver 1997)

Nous sommes reconnaissants aux citoyens de **Gênes** pour leur hospitalité et déplorons la violence, la perte de vie et le vandalisme irresponsable qu'ils ont dû endurer... **nous défendrons le droit à la protestation** pacifique. Toutefois, nous ne pouvons pas laisser une **minorité violente perturber nos discussions** sur les graves questions qui se posent dans le monde (§35 Gênes 2001)

À titre de dirigeants démocratiques responsables envers nos citoyens, nous croyons à l'importance fondamentale d'un **débat public** ouvert sur les grands problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées.(§2 Gênes 2001)

La fraude financière internationale :

Rechercher les moyens de faciliter l'échange d'informations sur les **délits financiers** graves et les infractions à la réglementation...dans le respect de nos systèmes juridiques nationaux. (I.§15 Lyon 1996)

Nous sommes résolus à **combattre la corruption** dans les transactions commerciales internationales, qui nuit à la transparence et à l'équité et dont le coût économique et politique est élevé. (II.§26 Lyon 1996)

Nous notons avec satisfaction l'engagement ... de **criminaliser la corruption** des fonctionnaires étrangers, de manière efficace et coordonnée. (§27 Denver 1997 "Défis financiers et économiques mondiaux")

Nous convenons de la nécessité d'examiner des façons de **combattre la corruption** officielle découlant des importantes sommes d'**argent criminel** en circulation. (§21 Birmingham 1998)

Le **GAFI** devrait prendre des mesures concrètes pour amener les **centres financiers offshore**...à se conformer aux quarante recommandations formulées à l'égard du **blanchiment**. (§21 Cologne 1999)

Nous saluons les progrès qu'ont réalisés l'OCDE et le **GAFI** pour explorer plus avant les liens entre la **fraude et l'évasion fiscale** et le **blanchiment** de capitaux (§23 Cologne 1999)

Nous proclamons notre engagement à prendre toutes les mesures nécessaires pour **combattre** efficacement le **crime financier** conformément aux normes internationales.(§45 Okinawa)

Nous préparerons, aux Nations Unies, le lancement de négociations sur un nouvel instrument contre la **corruption**. (§46 Okinawa)

Pour mieux enquêter sur les crimes et poursuivre les criminels, **une plus grande coopération judiciaire** est nécessaire. (§47 Okinawa 2000)

Nous accordons une importance spéciale aux questions du blanchiment de l'argent et de la criminalité financière, et notamment aux problèmes engendrés par les **centres financiers offshore**. (§21 Birmingham 1998)



Amener les **centres financiers offshore** à se conformer aux normes de réglementation internationalement acceptées et collaborer ...à la lutte contre le **blanchiment d'argent**. (§7 C Cologne 1999)

Nous réaffirmons nos inquiétudes relativement aux problèmes soulevés par ...de **nombreux centres financiers offshore**, dans le contexte de la lutte contre le **blanchiment d'argent**. (§19 Cologne 1999)

1991-1995 Extraits

Nous travaillerons ensemble pour dissuader et combattre le terrorisme par tous les moyens possibles dans le cadre du droit international. (§15 Londres 1991)

Les changements politiques en Europe centrale et orientale...ont accru la menace d'un usage abusif des drogues et favorisé le développement des **trafics illicites** (§59 Londres 1991)

Nous invitons instamment tous les pays à participer à la lutte internationale contre le **blanchiment de l'argent de la drogue** et à s'associer aux travaux du GAFI. (§61.a Londres 1991)

Nous pensons qu'un aspect essentiel d'un bon gouvernement et d'une politique économique saine tient dans la **modération** du niveau des **dépenses militaires** (§6 Londres 1991)

Nous sommes profondément préoccupés par la prolifération des **armes nucléaires**, biologiques et chimiques (§7 Londres 1991)

Equilibre entre la non-prolifération nucléaire et le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (§9 Londres 1991)

Notre objectif est une interdiction totale et réelle des armes chimiques et biologiques.(§14 Londres 1991)

Nous nous engageons à rendre les Nations Unies plus fortes et plus efficaces en vue de protéger **les Droits de l'Homme**, de sauvegarder la paix et la sécurité pour tous et de dissuader l'agression. (§3 Londres 1991)

La réaction massive de la Communauté pour faire cesser l'annexion [du Koweït] ...a apporté la preuve que ...le monde choisissait : de régler les différends pacifiquement ; de soutenir la **primauté du droit** ; et de protéger les **droits de l'homme**. (§6 Londres 1991)

Nous entrons dans une ère où l'affrontement a fait place à la **coopération** (§1 DP⁶⁶ Munich 1992)

La **coopération internationale** est d'autant plus nécessaire que sont apparus **instabilités et conflits** nouveaux, dus à une résurgence du nationalisme (§6 DP Munich 1992)

Nous sommes fermement convaincus... que le processus de contrôle et de réduction des **armes nucléaires** doit se poursuivre (§II.1 DP Munich 1992)

Chacun d'entre nous poursuivra ses efforts...afin d'encourager la **retenue** dans ces transferts [d'armes conventionnelles] (§II.5 Munich 1992)

Nous soutenons le rôle que jouent les **Nations Unies** pour maintenir la paix et la sécurité internationales. (§II.2 Munich 1992)

Nous sommes vivement préoccupés par le développement du **crime transnational organisé**, notamment du **blanchiment de l'argent**, (§1 Naples 1994)

Nous donnons priorité au traitement du problème des **mines terrestres antipersonnel**.. (§7 Pdt. Naples 1994)

Nous mettons l'accent sur le fait qu'un **mandat des Nations Unies** est nécessaire quand les forces de maintien de la paix peuvent être confrontées à la nécessité de **faire usage de la force** (§8 Pdt. Naples 1994)

Nous reconnaissons aussi que la **fraude financière internationale** est un problème de plus en plus sérieux. (§23 Halifax 1995)

⁶⁶ Déclaration Politique



Les blessures causées aux civils par les **mines antipersonnel** nous horrifient (§6 Pdt Halifax 1995)

Nous décidons d'échanger plus activement nos expériences en ce qui concerne les actes de **terrorisme** les plus graves ainsi que les leçons que nous en tirons (§9 Pdt Halifax 1995)

Les **organisations criminelles transnationales** constituent une menace croissante pour la sécurité de nos nations. Elles sapent l'intégrité des systèmes financiers, alimentent la corruption (§10 Pdt Halifax 1995)

Nous sommes préoccupés par les risques de **conflit au Cachemire** (§26 Pdt Halifax 1995)

Nous appelons le Gouvernement de **Myanmar** à libérer sans conditions Aung San Suu Kyi et les autres prisonniers politiques, et à s'engager sur la voie d'un dialogue de réconciliation . (§26 Pdt Halifax 1995)

Nous reconnaissons que la **fraude financière** est un problème qui **prend de l'ampleur**. (Halifax 1995)

1986-1990 Extraits

Nous savons que la **paix** ne peut être sauvegardée simplement par la **force militaire**. (§3 Tokyo 1986)

L'énergie nucléaire est et continuera à être [...] une source d'énergie de plus en plus largement utilisée (§2 Tokyo 1986)

Nous réaffirmons notre attachement à la **paix** et à une **sécurité** accrue à des niveaux d'armement inférieurs. (§6 Venise 1987)

L'accent a été mis ... pour que le **peuple afghan** puisse déterminer ...son **propre destin** dans un pays qui ne sera plus soumis à l'occupation militaire extérieure. (Venise 1987)

Nous cherchons à parvenir rapidement à une interdiction des armes chimiques, qui soit complète, effectivement vérifiable et réellement globale. (Toronto 1988)

Poursuivons nos efforts en vue d'accroître la sécurité des voyageurs. Nous nous félicitons des améliorations intervenues en matière de sécurités des aéroports. (Venise 1987)

Nous sommes [...] convenus de la nécessité d'améliorer les méthodes de **détection des explosifs**. (Paris 1989)

Maintien d'un régime international de non-prolifération efficace et la nécessité de faire tous les efforts pour contribuer au renforcement de la non-prolifération des armes nucléaires (**TNP**) (Houston 1990)

Aujourd'hui nous faisons face à des problèmes nouveaux et croissants liés à la prolifération des armes biologiques et chimiques. (Houston 1990)

Les **délits d'initiés** peuvent nuire à la crédibilité des marchés financiers.... La coopération internationale en la matière devrait être poursuivie et renforcée. (§16 Paris 1989)

1981-1985 Extraits

Au Moyen-Orient [...] nous demandons aux Etats et parties en cause de **faire preuve de pondération**, en particulier afin d'éviter les représailles qui conduisent à l'escalade. (Ottawa, 1981)

Gravement préoccupés par le soutien actif dont bénéficie le **terrorisme international** sous forme de fonds et d'armes, d'abus et de facilités d'entraînement [...]les chefs d'Etat ... réaffirment vigoureusement leur détermination de combattre ces violations flagrantes des lois internationales. (Ottawa, 1981)

Nous ne ferons jamais usage de nos armes, si ce n'est en réponse à une agression. (Williamsburg, 1983)



Les tentatives pour éviter de négocier sérieusement en cherchant à **influencer les opinions publiques** sont vouées à l'échec. (Williamsburg, 1983)

Ils se sont inquiétés de la facilité avec laquelle les terroristes ...obtiennent un accès aux armes, aux explosifs, aux moyens d'entraînement et de financement. (Londres 1984)

1975-1980 Extraits

Les chefs d'Etat, préoccupés par le terrorisme et les prises d'otages, déclarent que leurs gouvernements intensifieront leurs efforts communs pour **combattre le terrorisme international**. (Bonn, 1978)

Les chefs d'Etat soulignent que le **détournement d'avions** demeure une **menace** pour l'aviation civile internationale. Ils comptent continuer à coopérer à cette fin avec tous les autres gouvernements. (Venise, 1980)

Gravement préoccupés par de récents incidents terroristes ayant conduit à des prises d'otages et à des **attaques** contre des locaux diplomatiques et consulaires et contre leur personnel, les chefs d'Etat et de gouvernement réaffirment leur détermination de prévenir et de combattre de tels actes. (Venise, 1980)

Nous nous engageons ...à travailler au sein des Nations Unies à la mise au point d'un accord **prohibant les paiements illicites** faits aux responsables gouvernementaux étrangers à l'occasion de transactions commerciales internationales. (Venise, 1980)



7 – Sécurité alimentaire et sanitaire

Propriété Intellectuelle

"Une bonne santé contribue directement à la croissance économique, tandis qu'une mauvaise santé favorise la pauvreté" (§25 Okinawa 2000) !!!

Sécurité alimentaire :

En 1996 déjà, le G8 convient de prendre des mesures établies sur le **principe de précaution**. En 2000, il salue la conclusion du Protocole de Carthagène sur la **biosécurité**⁶⁷. "**La sécurité des aliments**" garantis par des "systèmes nationaux efficaces" lui apparaissent "revêtir une importance critique dans la politique gouvernementale". Toutefois, les préoccupations commerciales ne sont jamais absentes de ces déclarations⁶⁸. "Le dialogue" doit "faciliter le commerce [et] susciter... l'acceptation du public". Des efforts seront faits "pour parvenir à un consensus mondial sur les précautions à prendre" face à la biotechnologie dont on se félicite des résultats. (Conférence de Bangkok) (G8 de Gênes 2001) On voit que s'affirme déjà plus l'idée d'un monologue que d'un dialogue !

En 2000, le G8 indique attacher "une grande importance aux travaux du Codex Alimentarius" qui est le principal organe de normalisation en matière de sécurité alimentaire notamment dans l'évaluation des règles de l'OMC⁶⁹. Or le Groupe de Travail du Codex sur les Aliments dérivés de la Biotechnologie s'est mis d'accord pour inclure le concept de "traçabilité" dans les normes internationales mais sans s'y référer explicitement. L'adoption des normes lors des précédentes réunions avait été suspendu sur ce sujet et il continue à opposer les USA et l'Europe dans la perspective des exigences de traçabilité et d'étiquetage des OGM⁷⁰ proposées par l'Union Européenne que les USA considèrent comme non applicables et comme des "mesures inutilement restrictives au commerce". Un récent sondage indique cependant que 94,6 % des consommateurs européens veulent avoir le droit de choisir ce qu'ils achètent.

Pourtant les OGM n'ont d'avenir qu'à travers les brevets déposés par les grandes firmes transnationales qui travaillent sur eux. Pour que les OGM soient une source directe de profit, à travers les "royalties" perçus sur les droits de production et de distribution, il faut les vendre. Et pour vendre les semences, il faut interdire à l'agriculteur de semer le grain récolté. Ce que permet le brevet, comme le montre l'exemple des Etats-Unis.

On a aussi pu dire qu'en accordant un monopole, le brevet pouvait freiner l'innovation plus qu'il n'y incitait.

Un exemple de l'effet des brevets sur une production importante pour la population rurale d'un pays est celui donné par Greenpeace qui dénonce la tentative de la société Monsanto de monopoliser l'une des plus importantes cultures mondiales : le soja. En effet, Monsanto a déposé un brevet⁷¹, dans une centaine de pays, sur une séquence d'ADN présente dans une espèce de soja sauvage chinois. Or, cette séquence est directement liée, d'après Greenpeace, à la productivité du soja.. Les autorités chinoises, une fois informées de la manœuvre de Monsanto, ont aussitôt dénoncé "*cette sorte de colonialisme génétique*". 90% des variétés de soja sont originaires de Chine. Est-ce ainsi que l'on a l'intention de "faciliter l'utilisation responsable de la biotechnologie pour répondre aux besoins du développement" ? (2001)

On considère que 70 % environ de la population mondiale vit de l'agriculture, essentiellement dans les pays du Sud. Contrairement aux pays du Nord, dépendant de l'encadrement technique et des fournisseurs, les paysans du Sud gardent une partie de leur récolte pour la prochaine saison et sélectionnent leurs semences. Mais peut-être, dans sa grande naïveté, le G8 espérait-il déverser cette

⁶⁷ L'Union Européenne a ratifié le Protocole de Carthagène sur la Bio sécurité le 25/6/2002

⁶⁸ 10 sociétés transnationales contrôlent 60 % du secteur alimentaire mondial (semences, engrais, pesticides, industrialisation, expédition).

⁶⁹ Organisation Mondiale du Commerce

⁷⁰ Organismes Génétiquement Modifiés

⁷¹ Enregistré sous le numéro WO 00/18963 auprès de la *Patent Cooperation Treaty* Genève.



immense population, une fois privée de ses moyens d'existence, dans le secteur des NTIC⁷² tout au moins avant que ce secteur ne s'effondre à son tour⁷³ ?

A l'OMC, les AME (Accords Multilatéraux sur l'Environnement), tels le Protocole sur la Bio sécurité ou celui sur les changements climatiques (Protocole de Kyoto) ne sont pas opposables et donc pas contraignants pour les pays qui ne les ont pas signés, au premier rang desquels les USA.

L'incertitude demeure en cette matière que traduit bien la déclaration du G8 de Gênes en 2001 : *"la sécurité alimentaire demeure incertaine"*. A qui la faute ?

Sécurité sanitaire :

Les objectifs énoncés sont d'avoir de "bons systèmes nationaux de santé" (2001) "accessibles et peu coûteux" (1996), ou de lancer un "Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose...avant la fin de l'année" (2001). Ce fonds devrait se monter de 7 à 10 Milliards\$ annuels. Le G8 avait promis de lui attribuer 1.3 Milliards\$, mais mi 2002, il ne disposait encore que de 200 Millions\$.

Toutes ces bonnes intentions sont régulièrement rappelées à chaque Sommet (1997, 1998, 2000, 2002). La générosité du G8 ira jusqu'à vouloir "éradiquer la polio d'ici 2005" (2002) "en plus de [son] engagement constant à lutter contre" les maladies infectieuses déjà listées.

Mais comme les résultats continuent à se faire attendre, on commence à invoquer le "partenariat des secteurs public et privé" pour les combattre (2001) et saluer "les mesures prises par l'industrie pharmaceutique pour rendre les médicaments plus abordables" (2001).

Une fois encore, fiction ou réalité ?

Le poids des brevets sur l'accessibilité aux médicaments :

Au premier semestre 2001, l'Association sud-africaine des laboratoires pharmaceutiques (PMA) qui représente les grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux présents en Afrique du Sud a du retirer sa menace de faire un procès contre le projet de loi du gouvernement de ce pays sur l'utilisation de génériques pour soigner le sida, sous la pression de l'opinion publique internationale. Les USA de leur côté ont voulu poursuivre devant le "tribunal" de l'OMC (l'ORD⁷⁴) les brésiliens qui fabriquent certains médicaments contre le sida.

En Novembre de la même année, la Conférence Ministérielle de l'OMC, ébranlée par la résonance mondiale de l'affaire sud-africaine, a adopté une Déclaration qui précise que "l'accord Adpics⁷⁵ ne doit pas empêcher les Etats membres de prendre les mesures [qu'ils jugent nécessaires] pour protéger la santé publique, ...tout particulièrement en matière d'accès aux médicaments." Elle donne la possibilité aux pays dont la population ne bénéficie pas de revenus suffisants pour se soigner de produire et de distribuer ces médicaments à faible coût sur la base de licences obligatoires, c'est à dire sans que le détenteur du brevet ne puisse s'y refuser. Certaines ONG y ont vu une grande avancée. Pourtant la question de l'importation de ces mêmes médicaments par d'autres pays pauvres ne disposant pas de l'infrastructure industrielle suffisante pour les fabriquer eux-mêmes demeure non résolue jusqu'à ce jour.

Certains pays comme la Thaïlande disposent des infrastructures et de la compétence requise et certains de leurs laboratoires ont mis au point des génériques qu'ils se proposaient d'expédier à d'autres PED. Mais la Thaïlande a du renoncer à ce projet; elle était menacé de perdre ses débouchés commerciaux dans les autres secteurs. Parmi les groupes de pression de la profession, nul n'est aussi puissant et aussi offensif que la PhRMA (Association de la recherche et de l'industrie pharmaceutique US). Ce groupe est à l'origine de la plupart des intimidations contre des pays tiers et a été un des instigateurs actifs et intransigeants de l'Adpics à l'OMC.

⁷² Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

⁷³ "Nous nous engageons à poursuivre les buts et les aspirations énoncés ...sur la société mondiale de l'information" (Okinawa 2000)

⁷⁴ Organe de Règlement des Différends

⁷⁵ "Accord sur les Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce" portant entre autre sur les brevets.



"Certains pays industrialisés d'où sont originaires les grands laboratoires pharmaceutiques, exercent des pressions sur les PED pour les dissuader de produire des versions génériques susceptibles de se substituer à ces médicaments sous brevet" constate le Rapport du PNUD⁷⁶ 2002.

Il n'est pas étonnant que le G8 pour sa part ait cru bon de réaffirmer, à quelques mois de la Conférence de l'OMC à Doha, sa "détermination à maintenir des droits de propriété intellectuelle forts et efficaces" (2001)

Dans ce contexte, il est donc pour le moins exagéré de déclarer que "les mesures prises par l'industrie pharmaceutiques" visaient "à rendre les médicaments plus abordables". (2001).

Rien non plus n'a été concrètement arrêté concernant la **protection des droits des peuples indigènes** sur le brevetage des produits issus de leurs ressources animales et végétales en vue de réfréner la prospection étrangère des espèces indigènes ("bio piraterie"). A la Xe Conférence de la CNUCED à Bangkok de Février 2002, les représentants des sociétés culturelles traditionnelles ont manifesté leur mécontentement de ce que le seul sujet abordé ait porté sur la commercialisation des connaissances traditionnelles alors que la rencontre avait été prévue pour discuter de leur protection et s'il fallait ou non discuter de la protection des Connaissances traditionnelles au sein des organisme de l'OMC C'est aussi un des sujets que ces peuples espéraient voir aborder au dernier Sommet Mondial du Développement Durable à Johannesburg, (été 2002), en vain.

⁷⁶ Programme des Nations-Unis pour le Développement



Annexe 7

1996-2002 Extraits

Sécurité alimentaire :

S'il existe des menaces de dommages graves ou irréversibles, nous sommes convenus de prendre des mesures établies sur une base scientifique solide et sur **le principe de précaution** (I. §5 Lyon 1996)

Nous saluons également la conclusion du **Protocole de Cartagène** sur la **biosécurité** et encourageons les parties intéressées à faire en sorte qu'il puisse entrer en vigueur le plus tôt possible (§63 Okinawa 2000)

Nous attachons une grande importance aux travaux de la Commission du Codex Alimentarius (CCA), qui est le principal organe de normalisation en matière de **sécurité des aliments**. (§55 Okinawa 2000)

Le dialogue...doit s'intensifier afin de renforcer la **protection de la santé**, de **faciliter le commerce**, de veiller à un **sain développement de la biotechnologie** et de susciter la **confiance des consommateurs** et **l'acceptation du public**. (§56 Okinawa 2000).

Des consultations ouvertes et transparentes, s'appuyant sur une **compréhension scientifique commune**, constituent un élément clé d'un système crédible de **sécurité des aliments**. (§58 Okinawa 2000)

Pour augmenter les rendements agricoles, nous sommes déterminés... à partager et à faciliter **l'utilisation responsable de la biotechnologie** pour répondre aux besoins du développement. (§20 Gênes 2001)

Pleinement conscients de l'importance primordiale de la **sécurité alimentaire** pour nos peuples, nous... intensifierons nos efforts pour parvenir à un **consensus mondial sur les précautions** à prendre pour assurer la sécurité des produits alimentaires. (§30 Gênes 2001)

Nous nous félicitons des résultats de la récente conférence de Bangkok sur les nouveaux produits alimentaires et récoltes issus de **la biotechnologie**. (§31 Gênes 2001)

À quelques mois du " Sommet mondial de l'alimentation : Cinq ans après " de novembre 2001, la **sécurité alimentaire** demeure **incertaine** (§20 Gênes 2001)

Sécurité sanitaire :

La santé est essentielle à la prospérité. Une bonne santé contribue directement à la croissance économique, tandis qu'une mauvaise santé favorise la pauvreté (§25 Okinawa 2000)

De bons **systèmes nationaux de santé** demeureront indispensables pour une prévention, un traitement et des soins efficaces et pour un accès amélioré et sans distinctions aux services ...de santé (§17 Gênes 2001)

Nous renouvelons notre appel en faveur... de **services médicaux accessibles et peu coûteux** pour le diagnostic et le traitement de ces maladies. (le SIDA, le paludisme, le choléra, le virus ébola et les souches de la tuberculose et de la pneumonie résistantes aux antibiotiques). (I. §8 Lyon 1996)

Nous avons lancé un nouveau **Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida**, le paludisme et la tuberculose. (§15 Gênes 2001)

Nos gouvernements entendent... contribuer au renforcement des capacités en matière de **santé publique** pour assurer la prévention, le dépistage et le traitement des maladies infectieuses. (§32 Denver 1997)

Améliorer l'entraide concernant les **maladies infectieuses et parasitaires** et le soutien à l'Organisation mondiale de la santé dans ces domaines. (§7 Birmingham 1998)

.Les **maladies infectieuses et parasitaires**, et surtout le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que les maladies de l'enfance et les infections communes menacent d'annuler les effets de dizaines d'années de développement. (§25 Okinawa 2000)



Nous nous félicitons du succès de la récente conférence sur le **VIH/sida** qui s'est tenue à **Durban**⁷⁷ et de l'importance que les leaders africains, les donateurs, les IFI et le secteur privé attachent à la lutte contre cette maladie. (§27 Okinawa 2000)

Nous nous sommes engagés à réaliser des progrès majeurs dans la lutte contre les **maladies infectieuses**.... Il s'agira d'un **partenariat des secteurs public et privé** (§15 Gênes 2001)

Nous espérons que l'existence du fonds [mondial contre le VIH/sida] favorisera une meilleure coordination entre les donateurs et créera de nouveaux **incitatifs pour la R-D privée** (§16 Gênes 2001)

Nous nous engageons à **travailler** avec les gouvernements, l'OMS et d'autres organisations internationales, l'industrie (et **plus particulièrement les sociétés pharmaceutiques**),... (§28 Okinawa 2000)

Pour réaliser ce programme ambitieux, [il faut] nous atteler à la **question complexe de l'accès aux médicaments** dans les pays en développement. (§29 Okinawa 2000)

Nous saluons les mesures prises par **l'industrie pharmaceutique** pour rendre les médicaments plus abordables. ...Nous collaborerons avec l'industrie pharmaceutique (§17 Gênes 2001).

Nous avons souligné les **conséquences** dévastatrices que des **maladies** comme le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida ont **sur le développement** de l'Afrique. En plus de notre engagement constant à lutter contre ces maladies, nous sommes résolu à **...éradiquer la polio d'ici 2005**. (Kananakis 2002)

Droits de propriété intellectuelle :

Nous invitons l'OMC et l'OMPI⁷⁸ à aider les pays les plus pauvres à se conformer aux règles internationales relatives aux **droits de propriété intellectuelle**. (§13 Gênes 2001)

Nous reconnaissons le bien-fondé de l'utilisation par les pays touchés [par les maladies] des facilités qu'assure cet accord [l'Adpics⁷⁹]. En même temps, nous réaffirmons notre détermination à **maintenir des droits** de propriété intellectuelle **forts** et efficaces, (§17 Gênes 2001)

Nous reconnaissons la nécessité d'une **protection** équilibrée et équitable de la **propriété intellectuelle** relative aux **inventions génétiques**. (§62 Okinawa 2000)

1986-1990 Extraits

Les chefs d'Etat ou de gouvernement et les représentants de la Communauté Européenne affirment que le **sida** est peut-être l'un des plus gros problèmes de santé dans le monde. (Venise 1987)

1981-1985 Extraits

Nous reconnaissons l'importance de **l'accroissement de la production des aliments** dans le monde en **développement** et le droit à une plus grande **sécurité alimentaire** pour tous. (Ottawa, 1981)

Nous sommes convenus de la nécessité d'**encourager** à la fois le développement des **technologies avancées** et **l'acceptation** par l'opinion publique de leur **rôle** dans le soutien de la croissance, de l'emploi et du commerce. (Williamsburg, 1983)

⁷⁷ Conférence sur le sida tenue en Afrique du Sud début Juillet 2000.

⁷⁸ Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

⁷⁹ Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce



8 – Mondialisation

Le G8 proclame régulièrement sa foi dans les **avantages** qu'offrirait à ses yeux la mondialisation telle qu'il la dessine : "accroissement considérable de la richesse et de la prospérité dans le monde". (1996)

D'autres, plus en phase avec les réalités vécues par la majorité de la population mondiale, paraissent moins enthousiastes : " *En 2000, 1,1 milliard de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable⁸⁰ et 2,4 milliards ne disposaient d'aucune forme d'équipements sanitaires*" (Rapport du PNUD 2002) qui avertit que la libéralisation des échanges "s'opérera au détriment de certains secteurs dans certains pays... Ces perdants, toutefois, ne doivent pas être considérés comme de simples groupes de pression qu'il faut faire taire. Aujourd'hui, des individus, des familles et des communautés entières voient leur situation se dégrader du fait de la mondialisation et de la concurrence internationale... des populations connaissent déjà ce sort, et leur nombre continuera de s'accroître à mesure que la libéralisation des échanges progressera... un certain nombre d'études récentes laissent à penser que l'accroissement des échanges a contribué à la forte aggravation des inégalités constatées dans les pays industrialisés au cours des années 80 et 90".⁸¹

Le G8 de 2000 convient d'ailleurs lui-même (sans doute face à la contestation qui, de toute part, ne cesse de grandir) que "l'heure n'est pas à la complaisance puisque la mondialisation s'intensifie".

Et malgré le souci affiché par le G8 de reconnaître "l'importance fondamentale d'un débat public ouvert sur les grands problèmes", on ne retrouve pas dans ses déclarations la moindre allusion, ni même la moindre tentative, de discuter des options alternatives présentées par de nombreuses ONG présente au Forum Social Mondial (Copenhague + 10) : " *Nous ne pouvons pas... accepter, dans le document officiel, le soutien au nouvel ordre commercial tel qu'il est défini dans l'acte final de l'Uruguay Round et dans les articles de l'accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce. Les documents ne prennent pas en considération le fait que la libéralisation du commerce selon le GATT et l'OMC crée davantage de perdants que de gagnants et que l'impact négatif sera désastreux pour les pays pauvres et pour les pauvres et les travailleurs de tous les pays. Les intérêts des producteurs locaux, en particulier, se trouvent menacés dans les domaines de l'investissement étranger, de la biodiversité et des droits de propriété intellectuelle*" (9 Mars 1995).

Mais pour le G8, les **risques** ne paraissent pas tant être de ne pouvoir répondre d'urgence à ces besoins vitaux au genre humain mais aux "défis dans le domaine de la fiscalité" (1996), à "la menace de pratiques à la saine concurrence fiscale" (1997), aux "faiblesses et vulnérabilités dans les systèmes financiers" (1998). Pourtant personne au G8 n'a semblé réellement s'inquiéter de la crise financière et économique qui a frappé et continue de frapper un des pays latino-américains parmi les plus prospères : l'Argentine.

Contrairement aux ONG, il continue de considérer les avantages de la mondialisation plus importants que les risques. Aussi, en 1996, l'ouverture du dialogue consiste à rappeler qu'il veillera "à la mise en œuvre effective de l'ensemble des résultats du cycle de l'Uruguay Round..."⁸² en concédant en 2000 (après l'échec de la Conférence de Seattle) "un meilleur accès au marché pour les PMA"⁸³ et "une plus grande transparence de l'OMC"⁸⁴ dont on continue à discuter à Genève près de deux ans après que la Déclaration de Doha de Novembre 2001 ait inscrit ces points sur son agenda.

⁸⁰ Selon la Banque Mondiale, la proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée a diminué depuis 1990.

⁸¹ voir "OMC & PNUD. Croissance économique ou développement humain ?" :

<http://france.attac.org/site/page.php?idpage=2089&langue=>

⁸² "...dans le respect des calendriers agréés", déclaration démentie dans les faits puisque en Novembre 2001, les PED demandaient encore l'application des décisions prises en 1995, notamment l'ouverture des frontières des pays du Nord à leurs produits agricoles, prévue dans les accords mais encore loin d'être pleinement réalisée.

⁸³ Pays les Moins Avancés

⁸⁴ Pour Pascal Lamy, le Commissaire européen au Commerce, le G8 n'est pas le forum adéquate pour tenir des discussions sur un nouveau round. "C'était peut-être vrai dans les années 80, où le Quad pouvait établir le programme pour le monde entier, mais plus aujourd'hui".



Annexe 8

1996-2002 Extraits

Avantages et risques

La mondialisation est un atout majeur pour l'avenir de nos pays comme pour l'ensemble de la planète. Ses **avantages** sont nombreux. (Préambule, §2 Lyon 1996)

La **mondialisation** grandissante des marchés est un **moteur** important de la **croissance** mondiale, et elle offre des possibilités à tous les pays. (§2 Denver 1997, "Défis financiers et économiques mondiaux")

Nous devons tous reconnaître qu'il est de notre intérêt de **partager les bénéfices** de la croissance économique et...de réduire dans nos pays le risque d'exclusion d'individus. (§4 Lyon 1996)

Le défi qui se pose à nous consiste à **entretenir et amplifier** ce phénomène de la mondialisation et à en distribuer ...les avantages au profit de la qualité de vie de tous les habitants de la terre. (§1 Birmingham 1998)

Ceci exige ...**l'adaptation des structures institutionnelles** internationales (§5 Lyon 1996)

Nous reconnaissons qu'il convient de mettre sur pied un partenariat plus global pour **affronter les défis de la mondialisation**. (§36 Okinawa 2000)

Ce système [l'OMC] doit mieux **tenir compte des préoccupations** légitimes des pays membres en développement, et surtout des **PMA** (§34 Okinawa 2000)

En dépit des progrès récents de l'économie mondiale, nous sommes conscients que **l'heure n'est pas à la complaisance**, puisque la mondialisation s'intensifie (§8 Okinawa 2000)

Nous sommes déterminés à faire en sorte que **la mondialisation profite à tous** nos citoyens et surtout aux pauvres du monde. (§3 Gênes 2001)

Nous soulignons l'importance d'engager nos publics à instituer un **dialogue** constructif sur les **avantages** et les **difficultés de la libéralisation du commerce**. (§36 Okinawa 2000)

Toutefois, la mondialisation comporte également des **risques** La mondialisation peut aggraver les **inégalités** dans les pays pauvres ainsi que les risques de marginalisation. (Préambule §3 Lyon 1996)

La **mondialisation** crée de nouveaux défis dans le domaine de la **fiscalité**. (§16 Lyon 1996)

La **mondialisation** des économies nationales fait grandir la menace de pratiques contraires à la saine **concurrence fiscale**.... (§35 Denver 1997, "Défis financiers et économiques mondiaux ")

Mais ce phénomène même de la **mondialisation** et les récents événements survenus en Asie ont mis en lumière un certain nombre de **faiblesses et de vulnérabilités**. (§1 Birmingham 1998)

La **mondialisation** a entraîné dans son sillage une hausse spectaculaire de la **criminalité internationale**. (§18 Birmingham 1998)

La **mondialisation rapide** ...a également ouvert la voie à **l'exploitation criminelle**, qui s'attaque aux règles fondamentales de nos **régimes sociaux**, économiques et politiques (§42 Okinawa 2000)

Echanges et mondialisation : L'OMC et les accords multilatéraux :

Nous réaffirmons le **rôle central de** l'Organisation Mondiale du Commerce (**O.M.C**) et la primauté des règles multilatérales. (II.§20 Lyon 1996)

Nous veillerons à la **mise en œuvre** effective de l'ensemble des résultats du cycle de l'Uruguay dans le respect des calendriers agréés. (II.§22 Lyon 1996)

L'adoption à Genève du programme à court terme qui assure la **mise en œuvre** des engagements de l'Uruguay Round, un meilleur accès au marché pour les PMA, ...et une **plus grande transparence de l'OMC**... doit donc être mis à exécution dans les plus brefs délais (§34 Okinawa 2000).



Le cinquantième anniversaire du **GATT** l'an prochain sera l'occasion de réfléchir à ce que nous avons **accompli**, et de penser à l'avenir. (§31 Denver 1997, "Défis financiers et économiques mondiaux ")

À l'occasion de la célébration à l'**OMC** du cinquantième anniversaire du **GATT** :

Nous réaffirmons notre volonté ferme de continuer à libéraliser le commerce et l'investissement dans le cadre multilatéral de l'OMC;

Nous appuyons énergiquement l'élargissement de l'OMC dans le respect des règles et pratiques établies de cette organisation;

Nous convenons de **faire la promotion du système multilatéral dans le public** en encourageant un examen de la **transparence à l'OMC**, comme dans d'autres organisations internationales;

...Compléter les accords multilatéraux existants...et **aborder de nouveaux domaines** dans le cadre de la libéralisation multilatérale (§5 Birmingham 1998)

1991-1995 Extraits

Le **succès** des négociations d'Uruguay est le problème qui a les implications les plus vastes pour les perspectives de l'économie mondiale (§9 Londres 1991)

Le succès des négociations d'Uruguay nécessitera aussi un **renforcement institutionnel** du système commercial multilatéral. (§14 Londres 1991)

Nous comptons sur le GATT pour définir la manière d'utiliser les mesures commerciales à des fins de **protection de l'environnement** (§15 Londres 1991)

Une issue favorable **au Cycle d'Uruguay** constituerait une contribution significative pour l'avenir de l'économie mondiale.(§8 Munich 1992)

Réforme de la **Politique Agricole Commune**. Ces sujets demandent à être étudiés plus profondément. (§8 Munich 1992)

Nous demandons à tous nos partenaires commerciaux de **négocier** de manière constructive sur tous les sujets, tout en reconnaissant qu'il n'y a d'accord sur rien tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout. (§7 Tokyo 1993)

Nous sommes résolus à ratifier les Accords du Cycle d'Uruguay et à **créer** l'Organisation Mondiale du Commerce d'ici le 1er janvier 1995 (§2 "Commerce" Naples 1994)

Nous encourageons l'**OMC** à surveiller et à examiner l'impact de l'Uruguay Round sur les **pays les moins avancés**. (§30 Halifax 1995)

Consolider l'**OMC** et en faire une institution efficace, et ...mettre en place un mécanisme de **règlement des différends** Nous reconnaissons qu'il est important d'accroître la **transparence de l'OMC** (§40 Halifax 1995)

La négociation d'un **accord multilatéral** contraignant sur l'**investissement** au sein de l'OCDE sera une priorité immédiate (§42 Halifax 1995)

.Nous sommes favorables à la mise en oeuvre par les Etats des Amériques du Plan d'action du sommet de Miami pour ...négocier la **zone de libre-échange des Amériques**. (§29 Pdt Halifax 1995)

1986-1990 Extraits

Le système de **commerce multilatéral** ouvert est une des clés de l'efficacité et de l'expansion de l'économie mondiale. (§12 Tokyo 1986)

Le **nouveau cycle de négociations** unilatérales devrait traiter la question des échanges de services, les aspects commerciaux du droit de propriété intellectuelle et l'investissement direct étranger. (Tokyo 1986)

Une plus **grande libéralisation du commerce** est, nous en sommes convaincus, aussi importante pour les **pays en développement** que pour nous. (Tokyo 1986)



Le fonctionnement du **GATT** devrait être amélioré en **renforçant son rôle** de maintien d'un système multilatéral ouvert et ses capacités de régler les différends et en assurant une meilleure coordination entre le GATT, le FMI et la Banque Mondiale. (§16 Venise 1987)

Nous poursuivons **les réformes structurelles** en supprimant les barrières, et les réglementations inutiles...tout en atténuant les effets négatifs sur des groupes sociaux ou des régions;. (§10 Toronto 1988)

La Communauté [européenne] prévoit notamment de libéraliser totalement les mouvements de capitaux et d'éliminer les barrières en vue de permettre la libre circulation des personnes, des biens et des services et d'améliorer la politique de concurrence. (Toronto 1988)

Il existe un besoin général de prendre de nouvelles mesures pour développer la **réforme des réglementations** et libéraliser des domaines tels...le marché du travail et les marchés financiers. (Houston 1990)

Tous les pays devraient chercher à **réduire les obstacles aux investissements** et résister aux pressions protectionnistes visant ...à introduire à leur rencontre des mesures discriminatoires. (§31 Houston 1990)

Réaliser l'objectif à **long terme** de la **réforme des politiques agricoles** est essentiel pour permettre une plus grande libéralisation des échanges de produits agricoles. (Houston 1990).

1981-1985 Extraits

Nous réaffirmons notre ferme engagement [...] de veiller au bon fonctionnement du système de **commerce multilatéral** ouvert, tel qu'il prend forme dans le G.A.T.T. (Ottawa, 1981)

Nous réaffirmons notre engagement de renforcer le système ouvert de **commerce multilatéral**, représenté par le G.A.T.T. et de maintenir son rôle effectif. (Versailles, 1982)

Nous devons nous efforcer de mener à bien les négociations sur la **libéralisation du commerce** au sein du G.A.T.T., en accordant une importance particulière à l'intensification des échanges avec et parmi les pays en développement. (Williamsburg, 1983)

Un **commerce multilatéral** ouvert est essentiel à la prospérité générale et nous préconisons une réduction rapide et importante des barrières commerciales. (Bonn 1985)

1975-1980 Extraits

Nous estimons que les **négociations commerciales multilatérales** devraient être **accélérées**. Nous nous proposons comme but d'achever les négociations en 1977. (Rambouillet, 1975)

Partout où se produisent des écarts vis-à-vis de la politique exposée dans l'engagement sur le commerce, **l'élimination des restrictions** en cause est à la fois essentielle et urgente. (Porto-Rico, 1976)

Nous nous sommes tous fixé comme objectif **l'achèvement des négociations commerciales multilatérales à la fin de 1977**. (Porto-Rico, 1976)

Nous nous efforcerons [...]de faire prévaloir des solutions de nature à **créer des emplois et des avantages pour les consommateurs**. (Londres, 1977)

Le caractère persistant des difficultés économiques a rendu plus essentielles ...la négociation d'une série exhaustive d'accords au plus grand bénéfice de tous.

Ces progrès ne devraient pas priver les différents pays du droit [...] de **se prémunir des perturbations** sérieuses du marché. (Londres, 1977)

Nous réaffirmons notre volonté de **développer le commerce international** qui constitue une des forces d'entraînement pour une croissance plus soutenue et plus équilibrée. (Bonn, 1978)



La mise en place dans de nombreux domaines de nouveaux mécanismes de consultation et de **règlement des différends** aboutirait à un niveau nettement plus élevé d'équité (Bonn, 1978)

Dans tous les domaines des négociations, les pays du Sommet comptent **travailler encore plus étroitement avec les pays en développement**. (Bonn, 1978)

Nous sommes résolus à **consolider** encore davantage **le système des échanges internationaux**. (§30 Venise, 1980)

Nous invitons instamment les plus avancés de **nos partenaires en voie de développement** à ouvrir de façon progressive leurs marchés au cours de la prochaine décennie. (Venise, 1980)



Conclusion

Bien que les remarques précédentes aient été tirées des déclarations des Sommets du G8 les plus récents (1996-2002), on retrouvera les mêmes déclarations formulées de façon à peu près identique depuis le 1^{er} Sommet qui remonte à plus d'un quart de siècle (1975).

Recueil de vœux pieux dont on ne sait s'ils sont dus à de l'aveuglement devant les réalités du monde actuel, une certaine crispation à maintenir le cap quels qu'en soient les coûts humains, ou à un certain cynisme de ceux qui n'admettent pas que l'on perturbe leurs "discussions sur les graves questions qui se posent dans le monde". (2001)

Sur la quasi totalité des points abordés lors de ces Sommets, on ne peut que constater de bien piètres résultats : qu'il s'agisse d'enrayer les crises économiques et financières en offrant leur appui au FMI, qu'il s'agisse de la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales aussi bien dans les populations du Nord ou du Sud, de la promotion des normes internationales du Travail, de celle des droits de l'Homme et de la "réforme" des programmes des Nations-Unies, de l'allègement de la dette des pays pauvres, de la protection de l'environnement, du règlement des conflits ou de combattre la fraude financière internationale, de la sécurité des aliments ou de la lutte contre les maladies infectieuses et parasitaires affectant les pays les plus pauvres, on a vu que les grandes déclarations proclamées chaque année sont très éloignées du vécu quotidien de la plupart d'entre nous.

Le seul point où le G8 a réussi à asseoir ses ambitions tient à la libéralisation du commerce et des investissements à laquelle il demeure profondément attaché bien qu'il convienne lui-même que cette "mondialisation rapide...a ouvert la voie à l'exploitation criminelle qui s'attaque aux règles fondamentales de nos régimes sociaux, économiques et politiques".

Si le seul but de ces réunions annuelles est "de faire la promotion du système multilatéral dans le public",⁸⁵ compte tenu des réactions négatives d'une fraction de plus en plus large de la société civile face à cette prétention, l'heure est alors venue de se poser la question : Ces réunions dispendieuses, qui n'impressionnent plus guère que ceux qui les réalisent, ont-elles encore une raison d'être ?

⁸⁵ Déclaration du G8 de Birmingham de 1998



Chronologie des G8 (1975-2002)...

Rambouillet France 15-17 Novembre 1975
Porto-Rico USA 27-28 Juin 1976
LondresGrande-Bretagne7-8 Mai 1977
BonnAllemagne16-17 Juillet 1978
TokyoJapon28-29 Juin 1979
VeniseItalie22-23 Juin 1980
OttawaCanada20-21 Juillet 1981
VersaillesFrance4-6 Juin 1982
WilliamsburgUSA28-31 Mai 1983
LondresGrande-Bretagne7-9 Juin 1984
BonnAllemagne2-3 Mai 1985
TokyoJapon5-6 Mai 1986
VeniseItalie8-10 Juin 1987
TorontoCanada19-21 Juin 1988
ParisFrance14-16 Juillet 1989
HoustonUSA9-11 Juillet 1990
LondresGrande-Bretagne15-17 Juillet 1991
MunichAllemagne8-9 Juillet 1992
TokyoJapon7-9 Juillet 1993
NaplesItalie8-10 Juillet1994
HalifaxCanada15-10 Juillet1995
LyonFrance27-29 Juin1996
DenverUSA20-22 Juin1997
BirminghamGrande-Bretagne15-17 Mai 1998
CologneAllemagne18-20 Juin1999
OkinawaJapon23 Juillet2000
GênesItalie22 Juillet2001
KananaskisCanada26 Juin2002



...Et le programme des 8 prochaines séances

EvianFrance1-3 Juin 2003

USA2004

Grande-Bretagne2005

Russie2006

Allemagne2007

Japon2008

Italie2009

Canada2010